

B.P. 3186
Dakar

NATIONS UNIES
INSTITUT AFRICAIN DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET DE PLANIFICATION

Projet
de
Recherche
et
de
Formation
à
L'IDEP

MOUVEMENT
DE LA
POPULATION
ET
ACTIVITE
PRODUCTIVE
EN
AFRIQUE

Emile Le Bris
et
Tévi Tédó Sedalo

SURCHARGE DEMOGRAPHIQUE ET EVOLUTION
AGRAIRE DANS LE SUD-EST DU TOGO

Janvier 1977

RPOP/5

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	3
I. ORIGINE ET MODALITES DE L'ACCUMULATION DEMOGRAPHIQUE	5
1° Bref aperçu historique	5
2° Les raisons de l'accumulation	9
3° L'économie de traite et l'accélération de l'accumulation démographique	12
II. LA PRESSION DES HOMMES	19
1° Critique des sources	19
2° L'interprétation des données	21
III. LES ACTIVITES PRODUCTIVES	32
1° Déclin des activités commerciales et trans- formations sociales	32
2° Un capitalisme agraire pauvre	35
3° Développement d'un rapport d'exclusion	58
IV. UNE COMMUNAUTE QUI SE DEDOUBLE ET S'APPAUVRIT	64
1° Quelques données sur la pression migratoire ...	64
2° Pression d'émigration et appauvrissement du milieu de départ	72
CONCLUSION	87
BIBLIOGRAPHIE	89

TABLE DES CROQUIS

	<u>Page</u>
Croquis n° 1 Les grands royaumes centralisés du Golfe du Bénin au XVIII ^e siècle	6
Croquis n° 2 La convergence des peuples vers le sud-est du Togo	10
Croquis n° 3 La mise en place du peuplement dans l'actuel sud-est du Togo	14
Croquis n° 4 Pyramide des âges de Vo Koutimé	25
Croquis n° 5 Densités de population de la région maritime	30
Croquis n° 6 Les phases "productives" dans l'agriculture du sud-est du Togo	37
Croquis n° 7 Les caprices du temps	41
Croquis n° 8 Le salariat en milieu rural (Vo Koutimé Atchasi)	48
Croquis n° 8 (bis) Le salariat en milieu rural (Vo Koutimé Centre)	48
Croquis n° 9 L'outillage des paysans du sud-est du Togo	50
Croquis n° 10 La taille des exploitations à Glopé Atchasi	52
Croquis n° 11 Plan parcellaire de Glopé Atchasi	54
Croquis n° 12 La pulvérisation des cadres spatiaux (Vo Koutimé)	57

SURCHARGE DEMOGRAPHIQUE ET EVOLUTION AGRAIRE
DANS LE SUD-EST DU TOGO

par

LE BRIS E., Géographe - O.R.S.T.O.M., Paris

SEDALO T. T., Sociologue - I.N.R.S., Lomé

INTRODUCTION

La situation des trois circonscriptions ^{1/} constituant la région sud-est du Togo a déjà fait l'objet de nombreux travaux.^{2/} Tous ces travaux abordent sous des éclairages différents le problème des rapports entre les mouvements de la population et l'évolution des activités productives en milieu rural. Une masse importante d'informations est donc disponible mais leur exploitation est difficile, faute d'une perspective théorique unifiante ayant présidé à leur collecte. Notre but est, dans le cadre d'un petit espace comme le Sud-Est, de tenter de formuler de manière adéquate les questions généralement regroupées pêle-mêle sous le vocable "rapports population - ressources". Dans le cas du sud-est du Togo, ces questions sont les suivantes :

Comment expliquer que, sur un espace aussi restreint (2 600km²), se soit accumulée une population aussi nombreuse? Quelles furent les modalités de cette accumulation? Que peut signifier le concept de "surpeuplement", c'est-à-dire quel type de rapport existe-t-il entre

1/ Il s'agit des circonscriptions d'Aného, Vo et Tabligbo.

2/ On trouvera la liste de ces contributions dans la bibliographie. Bien que n'ayant pas eu la possibilité de la consulter, il convient de citer également la thèse que Monsieur Mondjanani a soutenue en 1976 sur la République Populaire du Bénin.

la masse de population et la masse des moyens de subsistance? Une démographie dynamique entraîne-t-elle automatiquement un accroissement compensatoire de l'intensité de l'utilisation des terres? L'émigration résulte-t-elle d'une inégale "cotation en facteurs entre la ville et la campagne ou entre différentes zones rurales?

Nous nous efforcerons de répondre à ces questions en mettant d'abord l'accent sur l'évolution dans le temps du système socio-économique. La situation actuelle sera ensuite envisagée comme un instantané du rapport entre la pression démographique et les ressources disponibles médiatisé par les mécanismes de reproduction sociale. Nous envisagerons enfin les effets de la pression migratoire sur ces mécanismes.

I. ORIGINE. ET MODALITES DE L'ACCUMULATION DEMOGRAPHIQUE

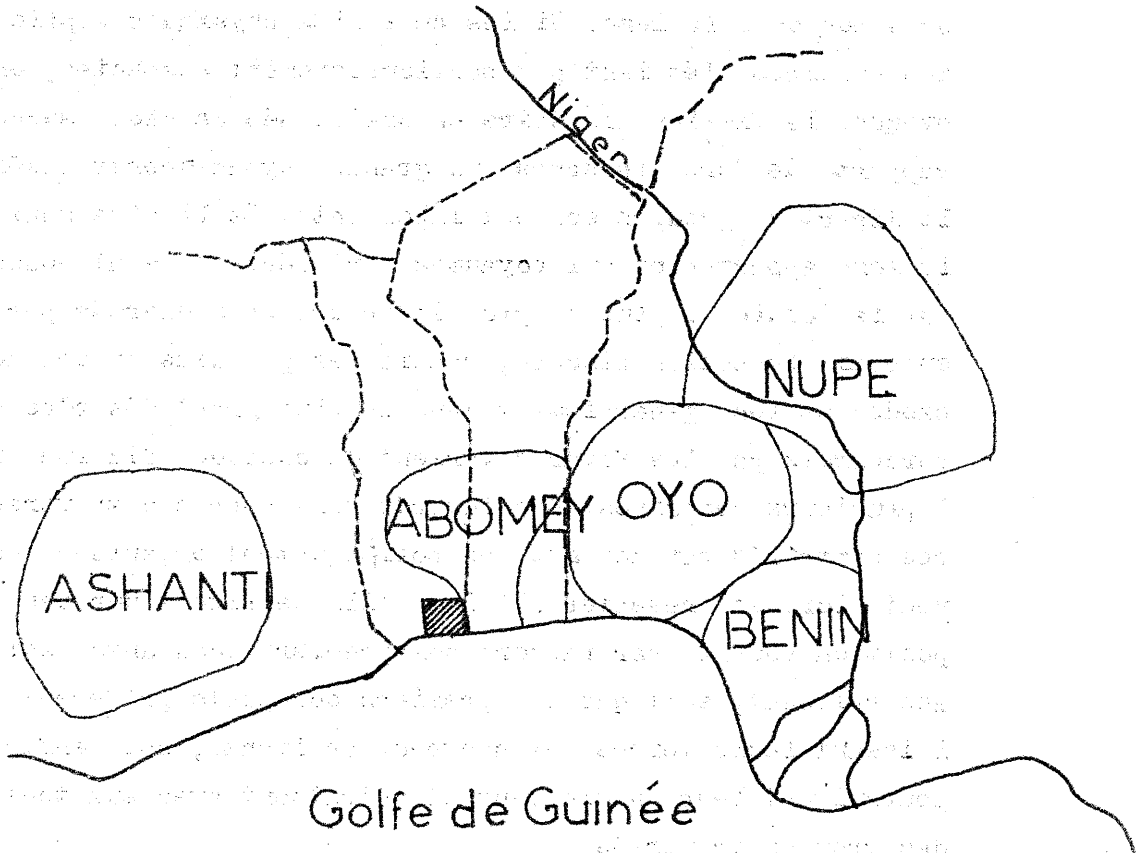
1° Bref aperçu historique

A la périphérie des grands royaumes centralisés d'Afrique de l'Ouest (croquis n° 1), le schéma de diffusion du peuplement est à peu près toujours le même. Si les analogies physiques appliquées aux sociétés humaines n'étaient pas particulièrement suspectes, on pourrait évoquer la fission nucléaire en chaîne née de chocs successifs. Les rapports de force internes aux grands royaumes centralisés provoquent le départ de groupes souvent importants. De la même manière, des populations appartenant aux **royaumes** périphériques sont poussées au départ par la fêrule de plus en plus insupportable exercée par le royaume suzerain (ponction fiscale, razzia des produits et des hommes...). Ces exodes se font généralement dans le plus grand désordre et les distances parcourues par les fuyards varient de quelques dizaines de kilomètres à plusieurs centaines. Les fuyards sont amenés à traverser les territoires contrôlés par des groupes politiquement organisés. Quatre cas peuvent alors se présenter : soit qu'ils se fixent sur ces territoires en position vassale par rapport aux premiers occupants, soit qu'ils les asservissent, soit que les premiers occupants préfèrent fuir à leur tour, laissant leurs terres aux nouveaux arrivants, soit enfin que ceux-ci poursuivent leur cheminement et entraînent avec eux tout ou **une** partie des groupes traversés.

La période qui s'étend du XVI^e au XVIII^e siècle est, pour l'Afrique de l'Ouest, une période d'intense mobilité et de profonde redistribution du peuplement. Cette période correspond en effet au déclin des grands Etats soudaniens qui succombent aux coups de boutoir des royaumes d'Afrique du Nord. C'est aussi l'âge des grands royaumes côtiers qui entrent en relation avec les Européens.

LES GRANDS ROYAUMES CENTRALISES

DU GOLFE DU BENIN
au XVIII^e siècle



---- frontières actuelles
▨ région étudiée

0 600 km

Le problème d'une occupation ancienne de la région du Sud-Est est très controversé. On peut admettre toutefois qu'avant le grand branle du XVII^e siècle des populations occupaient cette terre fertile couverte par la forêt (Pazzi, 1973). Pazzi évoque le cas de tribus forestières à peau claire vivant de la cueillette. Des traditions locales attestent aussi d'un peuplement ancien. Les autochtones à cheveux longs de Vogan ou les hommes à queue d'Afagnan sont présentés comme des individus frustes et totalement inorganisés. En tout état de cause ces groupes autochtones semblent peu nombreux et, s'ils arrêtaient la progression des Pla et des Péda, ils furent assimilés aux siècles suivants par les Fon et les Euvé.

Partis de Tado aux XIII^e et XIV^e siècles, les Pla (Xwala) et les Péda (Xwéda) s'établirent à proximité du lac Ahé. Le groupe se scinda au bout de quelques années, les Pla partant seuls vers Agome Séva, puis vers Agbanaken, les Péda se dirigeant un peu plus tard vers la mer et s'installant à Geze. Les Pla et les Péda essaimèrent tout au long du littoral, installant des stations saisonnières de pêche doublées souvent par des villages d'habitation cachés dans la forêt sur le bord septentrional des lagunes. Ces groupes furent les premiers à entrer en contact avec les Portugais et cette rencontre avec les "Agouda" se fit dans un contexte agricole; il semble en effet que ces populations trop peu nombreuses pour offrir une occasion de commerce aux européens furent appréciées pour leurs aptitudes culturelles et fournirent des vivres aux premiers navigateurs.

Au XVI^e siècle, quand le littoral des Pla et des Péda s'ouvrait timidement aux rapports avec l'Europe, deux nouvelles migrations s'éloignaient de Tado pour aboutir à la formation des royaumes de Nwatyé (ou Notsé, transcrit Nuatja par les Français) et d'Alada.

Ces mouvements, beaucoup plus massifs que les précédents, aboutirent à une accumulation démographique étonnante dans la plaine de Notsè relativement déshéritée au point de vue agricole. L'enceinte du roi Agokoli atteignait un périmètre de quinze kilomètres et certains quartiers durent rester en dehors. Cette expansion démographique est due, non seulement au dynamisme naturel des populations migrantes, mais aussi à de nouveaux apports; vers le milieu du XVI^e siècle, les Anlo venus de l'actuel Nigéria demandèrent l'hospitalité à Notsè.

La vocation de royaume tampon de Notsè disparut à la fin du XVI^e siècle avec l'écroulement du grand empire Songhai et la dispersion fut accélérée du fait de l'appel provoqué à la côte par la présence des Européens (détournement des routes séculaires du trafic dès le début du XVI^e siècle des caravanes d'esclaves qui commencèrent à descendre jusqu'à la mer par la piste du Mono). Vers 1610 les Anlo constituèrent un royaume autour de la lagune de Kéta et la grande masse des fuyards Evé se dirigea vers les montagnes situées à l'ouest de Notsè. Cet exode désordonné dura plusieurs dizaines d'années. D'autres groupes, les Ouatchi (Waci ou Nwaty) se dirigèrent vers le sud-est (terre rouge d'Agbanan et Vogan), poussant jusqu'à Comé dans l'actuelle République Populaire du Bénin.^{1/}

En 1660 les Akaamu avaient soumis les Gens d'Accra qui émigrèrent en masse vers l'Est. Ils traversèrent le pays des Anlo (Kéta) et entraînent une partie de ceux-ci pour attaquer les Evé de Lomé. D'abord repoussés grâce à l'aide fournie aux Evé par les Pla d'Agbanaken,

^{1/} Nous n'entrons pas ici dans le détail des itinéraires empruntés par les Ouatchi. Les historiens sont d'ailleurs loin de faire l'unanimité sur cette question.

les assaillants finirent par atteindre Glidji. La migration des Gen se prolongea jusqu'au premier tiers du XVIII^e siècle et d'autres populations se joignirent aux Gen (Fanti, Adangme, etc...).

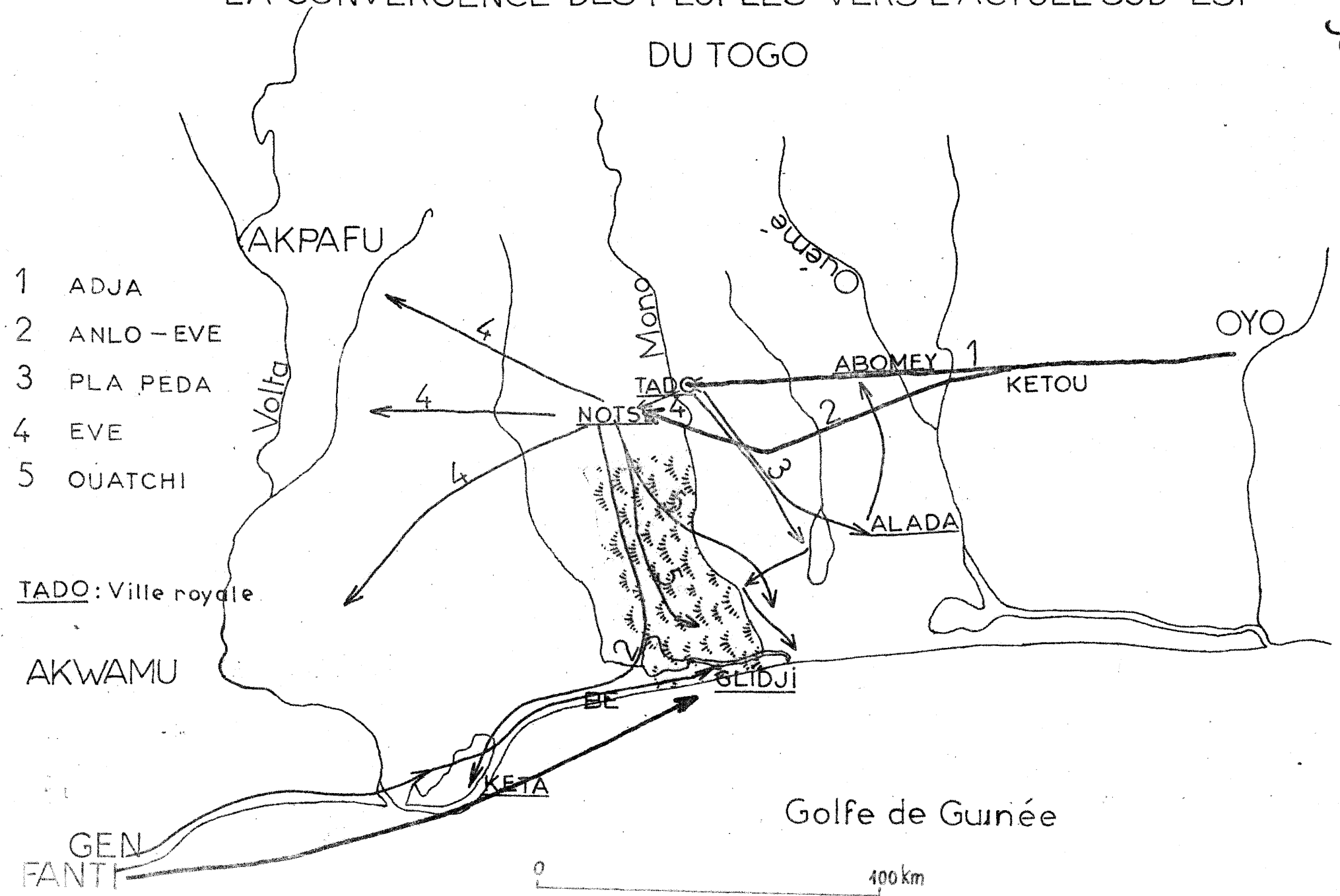
Il est évidemment impossible d'évaluer les contingents qui convergèrent vers le sud-est du Togo entre le XVI^e et le XVIII^e siècle. A la fin du XVI^e siècle, la "savane" du Bénin apparaissait encore faiblement peuplée et le pont commercial établi par les Portugais entre Bénin et El Mina évitait ces régions. C'est, semble-t-il, au XVII^e siècle, que les contingents les plus nombreux convergèrent vers le sud-est de l'actuel Togo (croquis n° 2). C'est précisément à cette époque que la traite se développe dans cette région, favorisant, à son tour, l'accumulation humaine. Avant d'aborder le problème des rapports entre le développement de la traite et l'accumulation démographique, il convient de s'interroger sur les raisons de la concentration humaine dans cette région et sur les modalités de l'installation des divers groupes.

2° Les raisons de l'accumulation

La mise en mouvement de masses importantes de population a des raisons essentiellement politiques sur lesquelles nous reviendrons. Les itinéraires eux-mêmes sont imposés par des contraintes politico-militaires. Il est certain, toutefois, que la nécessité de nourrir d'importants contingents favorisa la fixation et le fractionnement des groupes. Trois grands fleuves (Volta ou Amu, Mono et Ouémé) compartimentent un espace de taille relativement modeste (environ 50 000 km²) limité au sud par un complexe lagunaire articulé autour du lac Togo et du lac Ahémé. Le socle précambrien, relativement peu fertile, plonge vers le sud sous des terrains sédimentaires argilo-sableux (terre de barre des Portugais) qui donnent des sols considérés parmi les meilleurs en Afrique occidentale. Ces sols se sont très vraisemblablement développés sous forêt; tous les récits évoquent en effet les qualités

Croquis n° 2

LA CONVERGENCE DES PEUPLES VERS L'ACTUEL SUD-EST DU TOGO



de chasseurs et de défricheurs des ancêtres et les tribus autochtones (hommes à longs cheveux de Vogan) sont qualifiés de tribus forestières. Compte-tenu de la faible pluviométrie locale (de 800 à 1500 mm), il s'agissait certainement d'une forêt claire, tout juste un peu moins dégradée que les actuelles forêts classées d'Amakpavé et de Togodo. Les Pla et les Peda se firent d'ailleurs pêcheurs car "la forêt de cette région aride n'était pas suffisamment riche en gibier..." (Pazzi, 1973).

Les sols des plaines alluviales, comme les vertisols hydromorphes des dépressions argileuses (Ko) ont d'excellentes aptitudes culturales mais ils sont souvent mal drainés et il est difficile de les travailler avec l'outillage traditionnel. Seules les premières tribus autochtones vivant de cueillette purent les occuper.

Au fil de leurs pérégrinations, les populations migrantes conservèrent les traditions agricoles acquises à Tado et perpétuèrent la "jonction heureuse avec les forgerons" (en particulier dans la région d'Afagnan). Cette agriculture, socialement valorisée et très organisée (Anyigba-Fyo = roi de la terre) était techniquement assez fruste (culture itinérante avec de longues jachères) et le cortège des plantes cultivées était des plus réduits (l'igname constituait sans doute la base de l'alimentation). Les nombreuses cultures introduites par les premiers navigateurs portugais dès le XVII^e siècle ne modifièrent d'ailleurs pas les habitudes ancestrales (il s'agit de l'ananas, de l'arachide, de l'avocat, de la goyave, de la papaye, de la tomate, du maïs, du manioc et du tabac).

Le repli, puis l'éclatement du royaume de Tado est lié à la politique expansionniste de l'Empire guerrier d'Oyo. Pazzi fait également intervenir l'accroissement démographique pour expliquer la diaspora. Un schéma similaire prévaut pour expliquer l'éclatement du

royaume de Notsé. L'écroulement de l'Empire Songhay à la fin du XVI^e siècle annule la menace qui justifiait la tyrannie du roi. L'arrivée des Anlo aggrave la pression démographique. A partir de là, pourtant, les directions de migration évoluent et les causes de déplacement changent. Dès le début du XVI^e siècle, la traite provoque le déplacement d'effectifs humains importants. Même si la région étudiée est, pour un siècle encore, à l'abri du trafic, les routes générales du commerce sont détournées vers la côte et la fonction guerrière des dynasties locales évolue. Avant la traite, l'insertion de ces dynasties se faisait essentiellement sur le plan idéologique. Désormais, la nouvelle fonction (razzier des esclaves) les fait intervenir au niveau des moyens de production et leur seule chance de survie est l'extension indéfinie de leurs conquêtes" (Meillassoux, 1975).^{1/}

3^e L'économie de traite et l'accélération de l'accumulation démographique

La traite est incontestablement un puissant facteur d'accumulation démographique dans le sud-est du Togo.

L'espoir de fortune liée au commerce pousse les Peda à ouvrir leur ville (Glexwé) Ouidah aux Français en 1670 et alimente le flux migratoire des Gen - Anlo - Fanti qui s'étale sur trois quarts de siècle. La présence des négriers commande les modalités de mise en place du peuplement. Il faut avoir le meilleur comptoir pour capter le trafic. C'est ainsi que les Gen initialement installés à Glidji et Aklakou essaient d'ouvrir sans succès d'ailleurs, leur plage de Petit Popo aux bateaux négriers pour concurrencer Glexwé. Les Fanti d'El Mina (les Ane) venus avec de grandes pirogues capables de passer la

^{1/} Il semble que, dès le XVIII^e siècle, une partie non négligeable des effectifs raziés n'était pas exportée. On verra plus loin quel rôle joua cette main-d'oeuvre dans l'exploitation des produits du palmier.

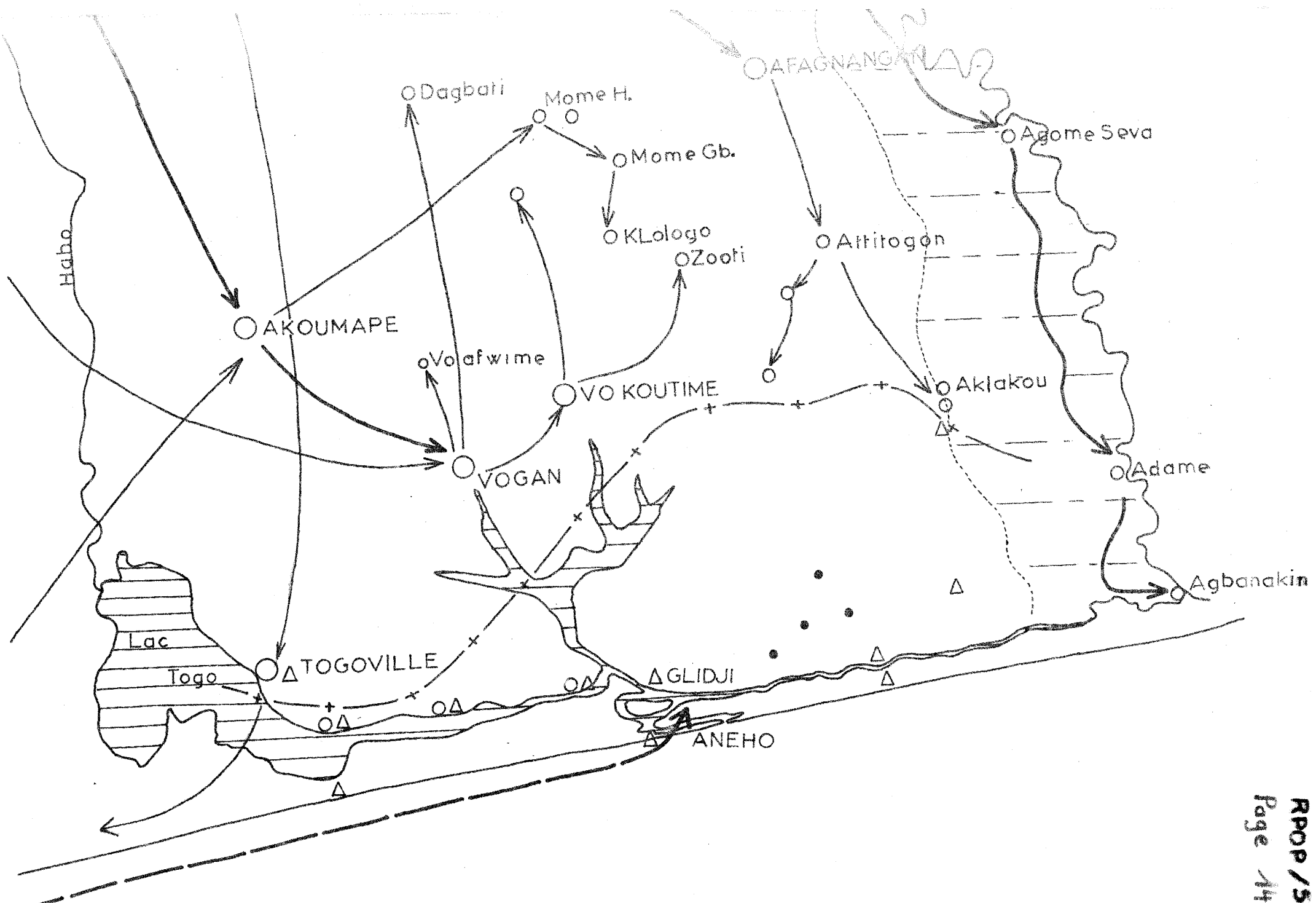
barre réussirent là où les Gen avaient échoué et transformeront Anexo en un marché d'ivoire, de piment et d'esclaves très prospère. Les Gen mettront un siècle à s'emparer de cette ville et les Ane, fondèrent deux nouveaux comptoirs appelés à une grande prospérité : Agwé et Agbodrafo (Porto-Seguro) en 1828. La croissance d'Aneho est révélatrice de la rapidité de l'accumulation démographique - Chazal (1930) dénombre 16 quartiers dans cette ville qui a débordé au nord de la lagune. Certains de ces quartiers comme Djossi sont particulièrement peuplés.

La mise en place du peuplement Ouatchi est très différente. L'occupation du plateau de terre de barre de part et d'autre de la dépression de Lama est une colonisation désordonnée exclusivement agricole. Par une série de concentrations (Tchekpo - Akoumape - Vogan) et d'essaimages les Ouatchi défrichent la région. La stabilisation du peuplement n'intervient qu'à une date récente (début 19^e siècle pour la fondation de Zooti). La multiplicité des filières (une douzaine) s'explique par des conflits entre chefs (Chazal) mais il faut se garder de supposer qu'une autorité politique de niveau supérieur commandait la migration. L'accumulation démographique en un point donné justifiait seul l'éclatement qui s'effectuait sous le seul contrôle du chef de la communauté villageoise (rôle du chasseur-éclairateur). Au gré de leurs déplacements, les Ouatchi entrèrent en contact avec les Gen autour de Badougbe et d'Aklakou. Un véritable glacis s'établit, contrôlé militairement par les Gen, très soucieux d'arrêter les "bandits de Vo" ou des bandes errantes qui continuaient de venir de Notsè. Certains transfuges de villages Ouatchi furent assimilés. Des populations entières de villages vaincus furent transférées à Glidji. (Croquis n° 3)

Avec le développement de la traite, les relations entre Ouatchi et Gen changèrent radicalement. Les populations côtières guerrières et marchandes, avaient besoin de s'approvisionner en produits vivriers.

LA MISE EN PLACE DU PEUPELEMENT DANS L'ACTUEL SUD-EST DU TOGO





Ceux-ci devaient aussi être livrés aux navires européens et le plateau devint le pourvoyeur de la basse vallée du Mono et de la côte. La prospérité de Vogon serait moins due à des raisons politiques qu'au développement d'un commerce actif avec Aneho (Chazal, 1930). Par le pays Ouatchi transitèrent aussi des contingents d'esclaves (cas d'un homme de Tchekpo installé par le roi de Glidji à Badougbé en remerciement de la "livraison" d'un fort contingent d'esclaves). Le pays Ouatchi fournit-il lui-même des esclaves? Il n'est pas possible de l'affirmer mais c'est tout à fait vraisemblable.

Le développement du trafic d'esclaves devait accélérer l'accumulation démographique. Le problème de la fixation des esclaves dans la région est mal connu; les rapports des années 1920 parlent encore d'esclavage mais il s'agit "d'esclaves domestiques"; aucune discrimination ne subsiste plus aujourd'hui, même si l'on chuchote que tel chef de la région est descendant d'esclave. Il est par contre établi avec certitude que des esclaves Nago, Fon et Kabyè ont peuplé les hameaux situés entre Agouégan et Atouéta (Klovikondji, Bélo Kondji, Médélo Kondji, etc) (Croquis n° 3). L'afflux d'anciens esclaves revenus du Brésil et de Sierra Léone (on les appelle "Brésiliens" et "Saloto") et installés à Agoué et Aneho fut sans doute numériquement moins important mais eut sur le plan social et politique des conséquences décisives.

La concentration provoquée par la traite créait une forte demande en produits vivriers; on peut mettre en relation la diffusion massive du maïs avec cette demande accrue. La domination des populations Ouatchi par les gens de la côte permettait de garantir la régularité de **L'approvisionnement.**

La traite devait pourtant modifier les règles de la reproduction sociale dans le sud-est du Togo. La dynastie guerrière des Gen-Tougban s'affaiblissait politiquement alors même que ses expéditions

confortaient sa position économique; il fallait à ces "condottiers" livrer toujours plus d'esclaves pour obtenir plus de fusils nécessaires pour la capture de nouveaux esclaves... Ils se coupèrent donc peu à peu des masses paysannes locales, razzées à leur tour et leurs expéditions constituèrent une entrave au bon fonctionnement du réseau commercial. Les "princes-guerriers" perdirent donc leur prééminence au profit des grands marchands vers la fin du XVIII^e siècle. La société du sud-est du Togo qu'aucune autorité n'était parvenue à unifier tournait désormais autour du groupe marginal mais puissant des "Brésiliens" et des "Saloto". La soumission de ces nouveaux maîtres aux princes d'Aného et de Glidji était tout à fait formelle.

Le système commercial garantissait la connexion entre les grands marchands et la masse paysanne (cette connexion se faisait par les femmes présentes sur les marchés). La traite des produits coexista un temps avec la traite des hommes avant de devenir l'objet exclusif des activités commerciales (huile de palme) (Le Bris, à paraître). Le grand commerçant devint propriétaire terrien et les esclaves restés sur place furent employés comme manoeuvres agricoles.

Les mécanismes de reproduction sociale tournaient désormais autour de la terre et l'irruption du capitalisme dans cette région ne fit que confirmer cette évolution. Une zone d'appel de main-d'oeuvre fonctionnait dans le triangle Aklakou - Aného - Anfoin et de nombreux Ouatchi allèrent s'employer saisonnièrement sur les grands domaines constitués dans cette zone. Les déplacements internes de population ne peuvent plus désormais être reliés aux grandes migrations historiques. Ainsi, le peuplement à la fin du XIX^e siècle par des Ouatchi de la partie orientale de la circonscription de Tabligbo (ils rejoignaient là des Hwenon arrivés de fraîche date) doit-il être situé dans un contexte nouveau.

La concentration de population dans le sud du cercle d'Aného est, à ce moment, importante sans être excessive. Cette concentration progressive s'est-elle accompagnée d'une intensification de l'agriculture? La pratique de la double récolte est généralisée à la fin du XIX^e siècle mais il est difficile de savoir à quelle époque elle remonte. La part du terroir affectée à la culture associée est de plus en plus importante (surtout maïs-**manioc**, mais aussi, en cultures intercalaires, tomates et arachides. Le maïs est également semé clair entre les buttes d'igname). Dès le début de ce siècle, certains agriculteurs soumettent une même parcelle à six récoltes de maïs consécutives (trois années). Ces cas sont cependant assez rares, la règle étant d'obtenir de une à trois récoltes sur une parcelle avant de l'affecter à une autre culture pendant une période de un à trois ans. Ensuite la parcelle est laissée en jachère pendant une période qui peut varier entre trois et dix ans suivant la disponibilité en terres. Ces pratiques sont considérées comme intensives par les observateurs de l'époque qui notent aussi le soin extrême apporté aux pratiques culturales (tiges de maïs brûlées et enfouies, buttages, sarclages répétés, etc...).

Le dynamisme démographique ne semble pas s'être accompagné d'innovations techniques particulières. On est passé à une culture continue sans intensification véritable. La situation actuelle n'est pas compréhensible si l'on n'a pas en mémoire ce lent épuisement du seul capital remarquable dont disposaient les paysans : la terre de barre. Le phénomène nouveau est la fortune rapide du manioc au détriment de l'igname en moins d'un siècle. "La culture du manioc est susceptible de connaître une très forte extension. Il ne me paraît pas exclu que la farine de manioc puisse être exportée vers l'Allemagne..." (Metzger, 1941). De fait, l'ouverture au marché mondial dont est responsable la traite, affecte les produits vivriers après l'arrivée des Allemands et des pratiques spéculatives se développent qui désorganisent le système cultural et correspondent à une exploitation "minièrre" des sols.

Les disettes sont assez nombreuses pendant toute la période coloniale; elles sont plus à imputer à cette désorganisation qu'à une prétendue insuffisance de la masse globale des ressources disponibles.

II. LA PRESSION DES HOMMES

Aucun chiffre n'a pu être fourni jusqu'à maintenant et la mesure de l'accumulation démographique a toujours été indirecte (extension de l'enceinte de Notsè, ampleur des défrichements dans le sud-est). L'administration coloniale fournit des données chiffrées souvent contradictoires et presque toujours suspectes. Par ailleurs, ces chiffres ne concernent que les masses globales de population et aucune donnée de mouvement sérieuse n'est disponible (taux de natalité, de mortalité, de fécondité, de mobilité).

1° La critique des sources

a) La période Allemande

Trop occupés à "pacifier" le pays, les allemands n'entreprirent un recensement nominatif qu'en 1914... Dès 1909 une ordonnance rendait obligatoires les déclarations à l'Etat-Civil... mais seulement pour la commune d'Aného.

Il faut donc se contenter de comptages partiels et d'estimations figurant dans différentes publications annuelles :

- Deutsches Kolonialblatt
- Denkschrift Schutzgebiete
- Die deutschen Schutzgebiete in Afrika

b) La période française

En 1923 les Français prennent une ordonnance sur l'Etat-Civil. Des sondages sont réalisés à partir de 1925 mais ils ne sont guère sérieux dans le cadre de la circonscription d'Aného.

Un bureau de démographie est ouvert à Lomé en 1926. Le contrôle nominatif est enfin terminé pour l'ensemble du Togo en 1931. Un sondage complémentaire est réalisé en 1935.

Les résultats sont régulièrement publiés dans les rapports envoyés à la S.D.N. par le Gouverneur, puis, après 1945, dans les "Comptes Economiques du Togo".

Différentes publications contiennent des données sans que les sources soient toujours indiquées et que figure leur critique. On trouvera ci-dessous les titres de quelques unes de ces publications :

1. SOURCES

Rapports des gouverneurs à la S.D.N.

- 1923 - 1938

- 1953 - 1958

2. OUVRAGES

- | | |
|--------------------|---|
| L. PECHOUX | Le mandat français sur le Togo. Paris, 1939. |
| Pr. S. PASSARGE | Das deutsche Kolonialreich : Togo. Wien, 1914. |
| K. AGBOTA GABA | History of Aneho |
| G. TRIERENBERG | Togo : die Aufrichtung der deutschen
Schutzherrschaft und die Erschliessung des
Landes. Berlin, 1914. |
| Albert F. CALVERT | Togoland. Londres, 1918. |
| Dr. Ph. E. HENRICI | Das deutsche Togogebiet und meine Afrikareise.
1887 Leipzig, 1888. |
| Heinrich KLOSE | Togo unter deutscher Flagge. Berlin, 1899. |
| August FULL | 50 Jahre Togo. Berlin, 1935. |
| Richard KUAS | Togo-Errinerungen. Berlin, 1939. |
| D. WESTERMANN | Die Glidyi-Ewe in Togo. Züge aus ihrem
Gesellschaftsleben. Berlin, 1935. |

- J. SCHRAMM Togo. Bonn, 1959.
- GUERNIER - BRIAT Encyclopédie de l'Afrique française. Cameroun - Togo 1951.
- MAREES, Pieter de Description et récit historial du riche royaume d'Or de Ginéa, autrement nommé la Coste de l'Or de Mina, gisante en certain endroit d'Afrique... par l'auteur qui par diverses fois y a esté. P.D.M. Amsterdamme, Cornille Claesson, 1605, 99p.
- Dr. D.F. METZGER Unsere alte Kolonie Togo. Neudamm, 1941.
- Maroix Cdt Le Togo, pays d'influence française. Larose, 1937.
- FERJUS La mise en valeur du Togo sous mandat français. 1924.
- KUCZYNSKI Robert R. The Cameroons and Togoland : A demographic Study. Oxford UN. Press. 1939.

2° L'interprétation des données

a) L'évolution des effectifs globaux confirme l'hypothèse d'une démographie dynamique puisqu'en 70 ans la population a été multipliée par 5,8. Au début du siècle la population double en 10 ans. Après la première guerre mondiale les temps de doublement sont de 25 à 30 ans.

Certaines irrégularités apparaissent sur le tableau ci-dessous :

Date	Effectif	% population nationale	Densité moyenne	Densité maxi.
1901 - 1902	56.000			
1905 - 1906	61.000			
1910 - 1911	112.000			
1912	123.237			
1925	97.100	12,5%	33	46
1925	108.000			
1933	128.000			
1937		+ 42,5%	34,7	120
1938	140.000			
1939	154.000			
1945	183.000	+ 19,5%		
1950	184.350	18,5%	78	120
1955	186.100	+ 30 %	74,5	
1960	239.000	+ 35,5%		
1970	324.000	16,3%	130	> 300

Les estimations de la période française ne dépassent les chiffres de 1912 qu'au début des années 30. L'assiette territoriale pouvant être considérée comme stable, il est peu probable que le cinquième de la population régionale ait disparu entre 1912 et 1925. Les chiffres fournis par une administration française dépassée au point de ne pas réussir à imposer sa monnaie sont en vérité peu crédibles.

Les données officielles concernant les effectifs globaux sont moins fantaisistes après 1930. On relèvera l'opposition entre la décennie qui précède la guerre (progression de + 42,5 %) et la décennie de la guerre (+ 19,5%); les explications partielles de nature conjoncturelle ne manquent pas (exode consécutif à l'effort de guerre, épidémie de variole, aggravation de la trypanosomiase...).

Une vigoureuse reprise se manifeste après l'Indépendance (+35,5% entre 1960 et 1970) mais les chiffres ne sont guère comparables, leur collecte s'effectuant dans des conditions nouvelles. Alors que les dénombrements de la période coloniale étaient globalement sous-estimés, on observe après l'Indépendance de multiples cas de sur-estimation (cette tendance s'explique souvent par la volonté de notables locaux d'affirmer la prééminence de leur bourgade).

L'importance relative du sud-est du Togo dans la population nationale n'a guère varié en 70ans (entre 15,5 et 16,5 %). On peut, en revanche, formuler l'hypothèse d'une modification de la composition par sexe et par âge :

Composition par sexe et par âge en 1935 : Cercle d'Aného
(d'après Kuczynski)

Région	% des hommes	% de 0 à 14 ans
LAGUNE	49,3	41,9
OUATCHI	49,7	42,9
MONO	51,9	34
Moyenne régionale	50,3 ^{1/}	39,6 ^{1/}

^{1/} Dans un sondage de 1931 ces chiffres étaient respectivement de 49,6% et de 37,5%.

Composition par sexe et par âge en 1961 : Région Maritime,
population rurale
 (d'après l'enquête post-censitaire)

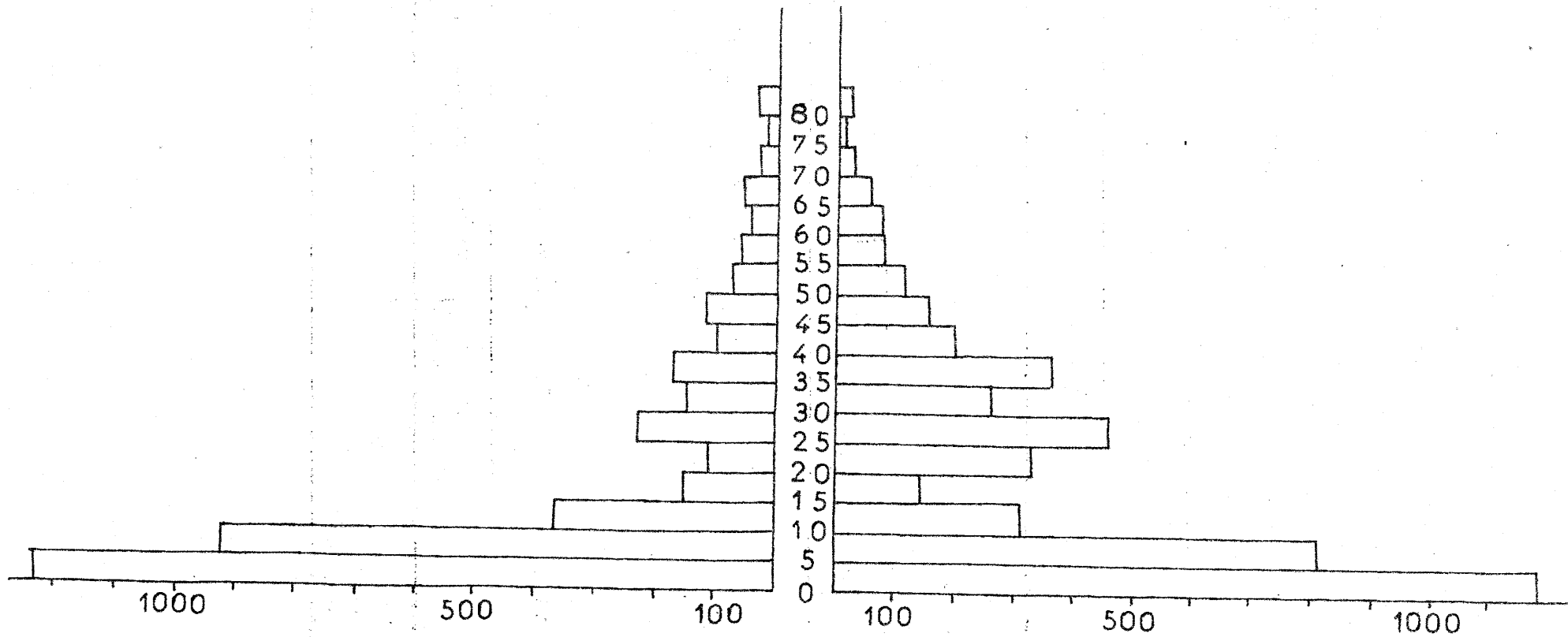
Tranches d'âges	% d'hommes	% de femmes
moins de 1an	5,3	5
de 1 à 5ans	22,6	20,1
de 6 à 14ans	24,5	19,1
TOTAL	52,4	44,2
Part des moins de 14ans :	48,3	

En 1970, la part des hommes est dans le sud-est de 45,7% (174.500); le pourcentage des hommes chute d'une manière sensible et le rajeunissement de la population est net, même si l'on tient compte d'une sous-estimation particulièrement importante des enfants à l'époque coloniale.

La pyramide des âges de Vo Koutime dressée à partir du recensement de 1970 illustre ces hypothèses d'une manière saisissante. Le déficit est important pour les deux sexes entre 10 et 40 ans; il est particulièrement marqué pour les hommes dans les tranches d'âge de 15 à 20 et de 20 à 25 ans. Nous reviendrons sur l'interprétation de ce phénomène dans la troisième partie (Croquis n° 4).

Croquis n°4

PYRAMIDE DES AGES VO KOUTIME



Source: Recensement 1970

b) Les données de mouvement

Elles sont pratiquement inexistantes avant l'enquête de 1961. Les chiffres que nous produisons sont tirés de Kuczynski et n'ont qu'une valeur très relative.

Vers 1930 le taux de natalité dans le cercle d'Aného serait d'environ 58‰ le taux de mortalité général variant entre 32 et 40‰. Le sondage de 1935 donne les valeurs suivantes (en ‰) :

	Mortinatalité	Mortalité infantile	Mortalité(1-5ans)
Lagune	82	106	131
Ouatchi	120	240	39
Mono	30	310	100
Moyenne régionale	77	219	90

Les écarts entre les différentes zones constituant le sud-est sont pour le moins surprenants. Le pays Ouatchi semble particulièrement affecté par les phénomènes de mortalité.

L'enquête de 1961 fournit les résultats suivants (en ‰), les résultats n'étant malheureusement pas ventilés par zones :

	Population totale résid.	Taux nat.	Taux mort. géné.	Taux mort. infant.	Taux mort. 1 - 15
Région Maritime (Pop. rurale)	420 000	55	29	198	33

Le taux moyen de mortalité infantile est estimé à 127‰ pour l'ensemble du Togo. Le taux de fécondité de la région maritime (population rurale) est situé autour de 77.

Les faiblesses de ces sondages et de ces estimations ont été signalées (Konu, 1975). La principale est, sans doute, une importante sous-estimation, variable il est vrai d'un cercle à l'autre. Pour August Full, les chiffres sont sous-estimés globalement de 7 à 8%. Kuczynski admet un coefficient de correction d'environ 9%.

Les recensements de 1958-60 et de 1970 ont été suivis d'enquêtes par sondage en 1961 et 1971. Les résultats de l'enquête de 1971 ne sont pas encore disponibles. L'Etat-civil a été rendu obligatoire en 1962 mais il ne fonctionne guère qu'en milieu urbain (et surtout à Lomé).^{1/} Si la mortalité des très jeunes enfants connaît une chute importante, on est frappé de constater que, globalement, la baisse de la mortalité infantile n'est pas très sensible. Le taux enregistré dans la région maritime (population rurale) est d'ailleurs de loin supérieur à la moyenne nationale. Le taux brut de natalité se maintient à un haut niveau (taux général évalué à 49 pour toute l'Afrique) et le croît naturel a sans doute augmenté de 5 ou 6 points entre 1935 et 1961.

On peut difficilement prétendre que, dans le sud-est du Togo, la mobilité est un phénomène récent. Par contre, si le solde migratoire est positif depuis plusieurs siècles, il est devenu franchement négatif depuis le deuxième quart du XX^e siècle. Nous reviendrons sur l'ex-

^{1/} Les recensements nationaux sont toujours d'un maniement difficile dans des études de cas comme celle-ci : la régionalisation des données est en effet très grossière. Il n'existe, par ailleurs, aucune enquête spécifique à l'échelle régionale ou sous-régionale portant en particulier sur la fécondité et les migrations.

plication de cette inversion. Contentons nous de souligner ici la quasi absence d'informations sur ce type de phénomène à l'époque coloniale.

Les rapports publiés dans "Die Deutschen Schutzgebiete in Afrika" signalent déjà, outre des migrations agricoles internes vers la Circonscription de Tabligbo, des migrations temporaires vers la Gold Coast concernant près de 6.000 personnes originaires du Sud-Est. A cette époque, les migrations définitives vers ce pays représentaient encore peu de chose (moins de 1.000 personnes). Le mouvement vers le Cameroun n'affecte que 200 personnes originaires du cercle d'Aného. Les rapports envoyés à la SDN après 1935 par l'administration française tentent de minimiser ces départs (sans doute pour justifier le succès des SIP) mais Kuczynski signale qu'entre 1931 et 1937 7,4 % des hommes (environ 5.000 personnes) et 1,7% des femmes (un peu plus de 1.000 personnes) ont quitté la région, cependant que le nombre des enfants augmentait de 12% en valeur relative.

A la veille de l'indépendance les comptes économiques du Togo font état d'un effectif de 20.000 personnes migrant à partir du cercle d'Aného soit 11% de la population du Cercle. Le pourcentage est il est vrai, relativement faible comparé à celui d'autres régions (Kara 16%, Bassari et Tsévié 15%). Il semble que la grande majorité des migrants (peut-être 90%) se dirigent encore vers les zones de plantation du Togo et surtout du Ghana.

L'évolution des densités brutes révèle une croissance modérée jusqu'en 1940. Il est vrai que l'on part d'un niveau de peuplement inhabituel en Afrique de l'ouest. Par contre dès 1937 apparaît un phénomène de concentration du peuplement en pôles de très fortes densités. Ces concentrations sont d'autant plus remarquables que nous avons affaire presque exclusivement à des populations rurales.

Après la guerre, ce phénomène de concentration se confirme; les densités maxima du sud-est du Togo ne se retrouvent que dans la palmeraie de Porto-Novo et dans le sud-ouest du Nigéria.

La carte des densités dressée à partir des données du recensement de 1970 confirme l'évolution :

Densités	Superficie (km ²)	% superficie régionale
+ de 300	500	20 %
40 à 300	725	25 %
- de 40	375	15 %
zone vide	1.000	40 %

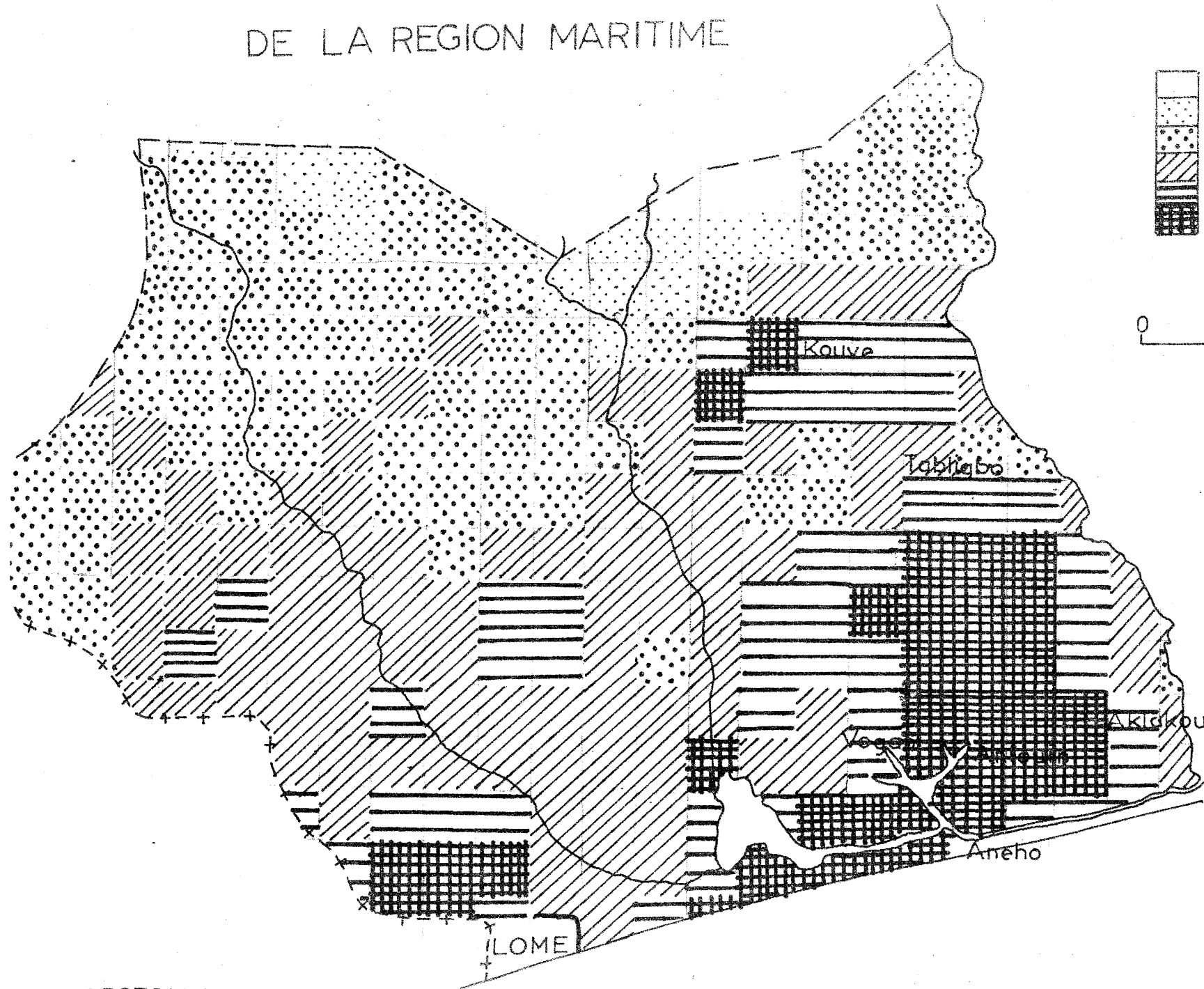
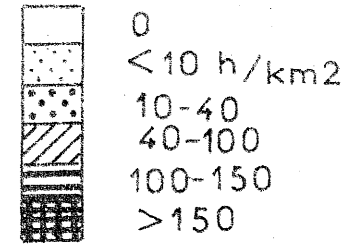
Le voisinage entre noyaux de très fortes densités et zones quasiment vides (le contraste est, il est vrai, renforcé par le mode de représentation cartographique) est remarquable et le "gradient" démographique devrait favoriser une répartition plus égale de la population si les mouvements migratoires obéissaient à la loi des vases communicants. On observera que sur les 1.000 Km² réputés entièrement vides, près de 800 constituent la dépression argileuse de la Lama et la zone granito-gneissique située au nord de la circonscription de Tabligbo.

Les principales caractéristiques de la carte des densités (croquis n° 5) sont imputables à l'histoire pré-coloniale de la région. Aussi bien les "vides" que les noyaux de très fort peuplement qui jalonnent le front séparant la zone de peuplement Ouatchi de la zone "Mina" ne s'expliquent que par le rôle tour à tour guerrier et commerçant de cette frange de contact. Il est certain aussi que l'économie de traite a favorisé la concentration aux points de pénétration extrême de la lagune vers le nord (Vogan, Vo Koutime, Anfouin, Aklakou). La fixation

CARTE DES DENSITES DE POPULATION DE LA REGION MARITIME

Croquis n°5

POP/5
Page 30



de populations nombreuses dans le triangle Aklakou-Aného-Anfouin a également été expliquée (p. 16). Les deux phénomènes à coup sur les plus spectaculaires sont la position dépressive de la vallée et la faiblesse de la concentration urbaine. Nous avons déjà évoqué l'élimination par les grands monopoles commerciaux capitalistes de la classe commerçante locale. Cette élimination a correspondu à un véritable "lâchage" de la vallée du Mono mal adaptée à niveau technique égal à la nouvelle orientation de l'économie régionale.

Il n'existe pas, dans le sud-est du Togo, de grand centre polarisant les activités régionales. Deux agglomérations méritent seules le qualificatif de villes : Aného et Vogan. Encore faut-il préciser que ces deux villes représentent en 1970 tout juste 7 % de la population totale des trois circonscriptions (un peu plus de 20.000 personnes agglomérées). Si ce rachitisme des petites villes n'est pas un phénomène exceptionnel en Afrique de l'Ouest, il est particulièrement sensible sur la côte du Bénin où les grandes métropoles ne manquent pas. Cette absence de centres urbains pose les problèmes de pression démographique et de migrations dans des termes particuliers.

III. LES ACTIVITES PRODUCTIVES

L'investigation proprement statistique aboutit donc à des résultats décevants. La seule certitude est que l'accumulation des hommes, étalée sur près de quatre siècles, a porté la charge démographique à un niveau remarquable, sinon exceptionnel dans cette partie de l'Afrique. Il se trouve que, pendant la même période, la reproduction du cycle productif et de la cellule sociale de base a obéi successivement à des lois différentes; il ne faut pas perdre de vue le fait que ces mêmes lois régissent les problèmes de population et sont seules susceptibles de donner un contenu au concept de pression démographique. L'analyse qui suit, inscrite dans le cadre du siècle écoulé, s'efforcera de montrer comment, à partir de la dégradation des conditions de la vie commerciale, émerge un capitalisme agraire pauvre générateur d'un "espace en miettes" et secrétant une "surpopulation" vouée à l'émigration.

1° Déclin des activités commerciales et transformations sociales.

L'instauration de la domination coloniale ne correspond pas à une rupture radicale dans les différents compartiments de la vie commerciale. On est passé sans bouleversements notables de la traite des hommes à celle des produits; on passera également sans heurts apparents de l'économie de traite classique dominée par les "Brésiliens" à une économie de traite animée par les grandes maisons de commerce européennes. En moins d'un quart de siècle, les règles de fonctionnement de la société locale se trouvent pourtant profondément modifiées.

Après l'arrivée des Allemands, deux tendances apparemment contradictoires se manifestent :

- La vie commerciale s'anime. Cette animation se traduit de deux manières : un gonflement du volume des transactions et une diversification des productions exportées. Les marchés ruraux du sud-est du Togo profitent de cette évolution, le maïs et les dérivés du manioc s'ajoutant aux produits du palmier au registre des produits commercialisés.

- La confrontation directe des masses paysannes aux lois du marché mondial rend l'économie du Sud-Est particulièrement vulnérable. A partir de 1885 les cours du palmier commencent à chuter. Dans le même temps l'intervention des grandes compagnies de commerce menace le rôle dirigeant que les anciens traitants avaient concédé à la bourgeoisie commerçante locale. Celle-ci est réduite à un rôle subalterne. Seules les femmes, grosses revendeuses de produits vivriers, confortent leurs positions. C'est l'époque où se constitue un véritable prolétariat commercial dans les factoreries européennes ou dans les boutiques ouvertes également en ce début de siècle par les Libanais et les Syriens.

Après la première guerre mondiale, les vieux comptoirs, si florissants au siècle précédent entrent en déconfiture. Les anciens itinéraires commerciaux sont abandonnés (vallée du Mono) et le commerce de distribution abandonne définitivement les villages de l'intérieur. Les factoreries ne s'étaient guère aventurées, il est vrai, au delà d'Aného mais on trouvait tout de même deux boutiques à Vo Koutime au début des années 20 (Ollivant et Swanzy); dix ans plus tard, elles avaient disparu, tout comme les petits boutiquiers Mina d'Aného et Glidji installés dans les villages et les hameaux du pays Ouatchi.

Au moment où l'importation des biens d'origine européenne connaît une croissance vertigineuse, la capacité exportatrice du sud-est s'écroule. L'Europe, en modifiant sa demande, bouleverse en effet la géographie commerciale des pays africains et, dans le cas du Togo, privilégie les régions frontalières de l'ancien Togo britannique où les plantations de café et de cacao prospèrent à partir des années 30. Ce sont ces régions (plateaux de Dayes et région d'Akposso-Litimé) qui s'organisent pour la production d'exportation à grande échelle et deviennent le théâtre d'une différenciation sociale de type capitaliste.

Le Sud-Est conserve de cet âge d'or un réseau de routes et de pistes d'excellente qualité (plus de la moitié des routes carrossables du pays en 1913) et un réseau scolaire à maille particulièrement serrée. On peut affirmer que, dans la phase suivante, l'Ecole poussera vers la ville et que la route y conduira. La dynamique économique et sociale du sud-est du Togo n'est plus compréhensible désormais si l'on ne fait pas référence à l'explosion urbaine et à la constitution d'une "Megalopolis Béninienne" entre Abidjan et Lagos...

Une question mérite d'être posée : que sont devenus les fils de l'ancienne classe dirigeante locale? Où se sont investies les fortunes des grands commerçants "brésiliens" et des grands commis des compagnies de commerce (ce sont souvent les mêmes)? On doit malheureusement constater qu'aucune investigation systématique n'a été menée sur les itinéraires des grandes familles du sud-est au cours des trois dernières générations. A l'instar des St-Louisiens ou des Goréens les rejetons de ces familles sont-ils passés massivement à la fonction publique? On peut simplement émettre l'hypothèse que les stratégies familiales n'ont pratiquement jamais été fondées sur le développement

d'un capitalisme agraire. La balle est passée dans le camp des Ouatchi libérés d'une tutelle séculaire mais si certaines familles sont parvenues à mobiliser des superficies importantes (Vogan, Kouvé, Ahépé,...), sur le plan des techniques comme en matière d'organisation de la production, on en est resté au stade d'un capitalisme agraire pauvre.

2° Un capitalisme agraire pauvre

Il est sans doute abusif de caractériser d'un seul trait une vie agricole très variée en dépit de l'exigüité du cadre spatial. A l'intérieur même du cadre ethnique on distingue des "pays" ayant leurs traits propres. Les Vo de Vogan mêlent la culture à l'entretien d'une palmeraie assez dense mais ce sont les Ahe d'Ahepe qui passent pour être les meilleurs fabricants de sodabi.^{1/} Les paysans d'Anfouin sont les "techniciens" incontestés du manioc cependant que les Afagnan venus tard à cette culture s'individualisent grâce à une activité marginale : l'exploitation d'une petite caféière. La vallée du Mono avec ses cultures maraîchères sur les bourrelets de berge ne ressemble pas du tout aux parages de la lagune où les gens évoluent entre la cocoteraie et leurs pièges à poisson, délaissant traditionnellement la culture... Nous renvoyons le lecteur soucieux du détail aux monographies déjà citées. Nous retiendrons seulement ici les caractères généraux de la vie rurale dans la région.

On se trouve en présence aujourd'hui d'une agriculture mixte caractéristique des savanes côtières du Togo et du Bénin, solution de continuité entre deux ensembles forestiers. A l'origine (XVII^e siècle) il s'agissait exclusivement d'une agriculture de plantage-bouturage procédant par replant (igname) ou par rejet

^{1/} Le sodabi est l'alcool obtenu par distillation du vin de palme.

(palmier). Cette agriculture était (si l'on en croit la tradition orale) étroitement associée à des activités cynégétiques et à la pêche en lagune. L'introduction du maïs et son rapide succès modifient profondément les pratiques agricoles mais le remplacement progressif de l'igname par le manioc et l'extension considérable de la zone à manioc en trois-quarts de siècle ménage un certain équilibre dans la combinaison entre l'agriculture céréalière et les activités de planteur (croquis n° 6). La production du manioc obéit à un rythme lent (le cycle normal des variétés cultivées est de 18 mois); mais elle n'est pas très exigeante en travail. C'est à l'origine une agriculture de rendement et de productivité élevés. La conservation du produit pose, par contre de nombreux problèmes; les tubercules ne se conservent qu'en terre et la farine (le gari), seule susceptible d'être stockée, exige un traitement long, compliqué et de faible rendement (1kg de gari pour 5kg de racines).

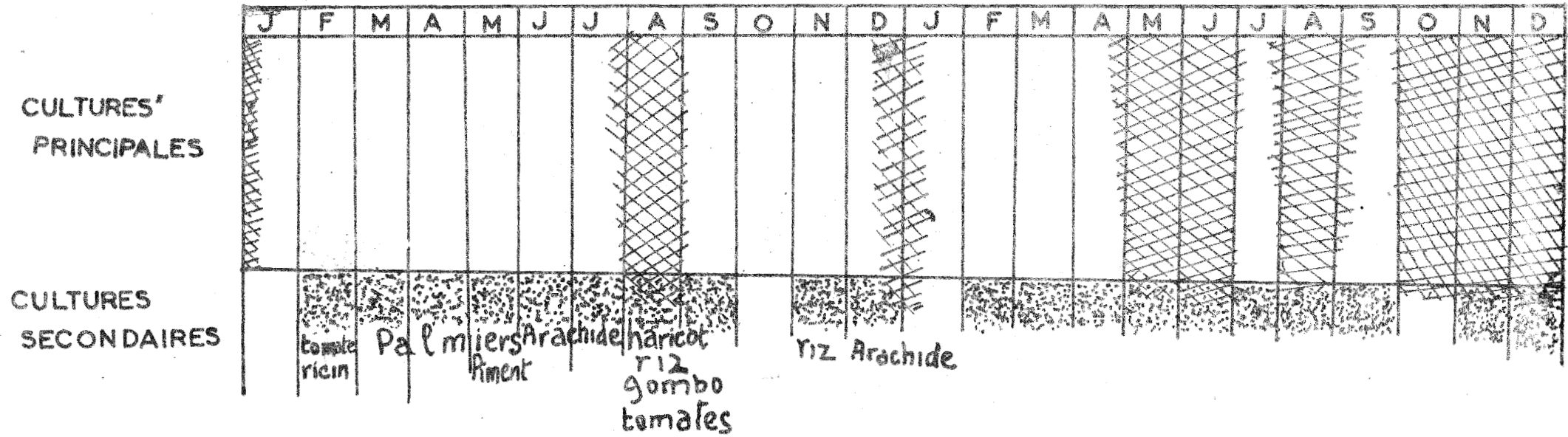
L'agriculture céréalière trouve dans le sud du Togo un terrain particulièrement favorable puisque les variétés à cycle court (90 jours) donnent deux récoltes annuelles (la récolte de grande saison en juin-juillet et la récolte de petite saison en décembre-janvier). Le maïs est stocké en grenier sous forme de spathes mais les conditions sont assez mauvaises dans la mesure où le manque de bois interdit de fumer les greniers.

Les deux cultures sont étroitement associées au niveau de l'exploitation et même au niveau de la parcelle; la culture associée maïs-manioc-palmier est le type dominant d'occupation de l'espace,^{1/}

^{1/} Les autres cultures ne jouent qu'un rôle d'appoint et ne marquent pas le paysage (haricot, arachide, divers légumes, etc...). Nous ne parlons pas ici des cultures commerciales (coton) pratiquées dans la circonscription de Tabligbo : leur rôle est encore marginal.

Croquis n°6

PHASES "PRODUCTIVES" DANS L'AGRICULTURE DU SUD-EST DU TOGO



une des composantes pouvant prendre localement une importance particulière. Notons que la pratique des cultures associées nuit souvent à la productivité de l'agriculture céréalière dans la mesure où le semis effectué entre les buttes de manioc est nécessairement lâche et où la présence ~~de~~ manioc de 7 ou 8 mois en petite saison interdit un second semis. Cette pratique des cultures associées est pourtant bien ancrée car elle est une garantie de survie pour le groupe (le gari, dont l'importance est ^{déjà} grande dans l'alimentation en temps normal, peut, en période difficile, jouer un rôle de substitut alimentaire). La seconde "poire pour la soif" est le palmier; on peut affirmer, concernant le Sud-Est, que l'agriculture continue d'être associée à une économie de cueillette, à une "économie de ponction" (Meillassoux, 1975). Si la chasse a disparu depuis une ou deux générations, tout au moins dans le sud de la région, si, par ailleurs, la pêche est réservée aux populations lagunaires (elle fut d'ailleurs longtemps pour certaines de ces populations une activité exclusive), c'est aujourd'hui le palmier, exploité pour le vin par abattage pur et simple à sept ou huit ans qui est au centre de cette économie de ponction, laquelle ne fournit évidemment pas le substitut alimentaire indispensable mais des revenus monétaires appréciables depuis qu'un tirailleur sénégalais a permis la distillation du vin en important l'alambic (après la première guerre mondiale).

Les deux cultures principales (maïs et manioc) sont associées dans un système sans jachère. Le tableau ci-dessous montre que la quasi-totalité de l'espace cultivable est aujourd'hui cultivée sans interruption.

Pourcentages d'occupation des sols (Source : SORAD Maritime)

Section	Nb d'exploit.	Superficie tot.	% cultivable	% cultivé
LOME	5.800	280	75	77
TSEVIE	21.400	3.200	75	32,5
ANEHO VOGAN	25.400	1.420	88	84
TABLIGBO	11.000	1.200	83	53,7

La disparition de la jachère comme élément d'un projet délibéré de bonification de la terre remonte à la dernière génération (années 30 et 40) et il faut bien constater que le niveau technique est resté le même : les paysans continuent de manier la houe et la machette et leurs techniques de fertilisation sont quasi-inexistantes. Depuis trente ou quarante ans la terre fait l'objet d'une véritable exploitation "minière" et donne des signes évidents d'épuisement (en 40ans le rendement du manioc a diminué des deux-tiers et le rendement du maïs ne dépasse une tonne que dans les meilleures conditions).

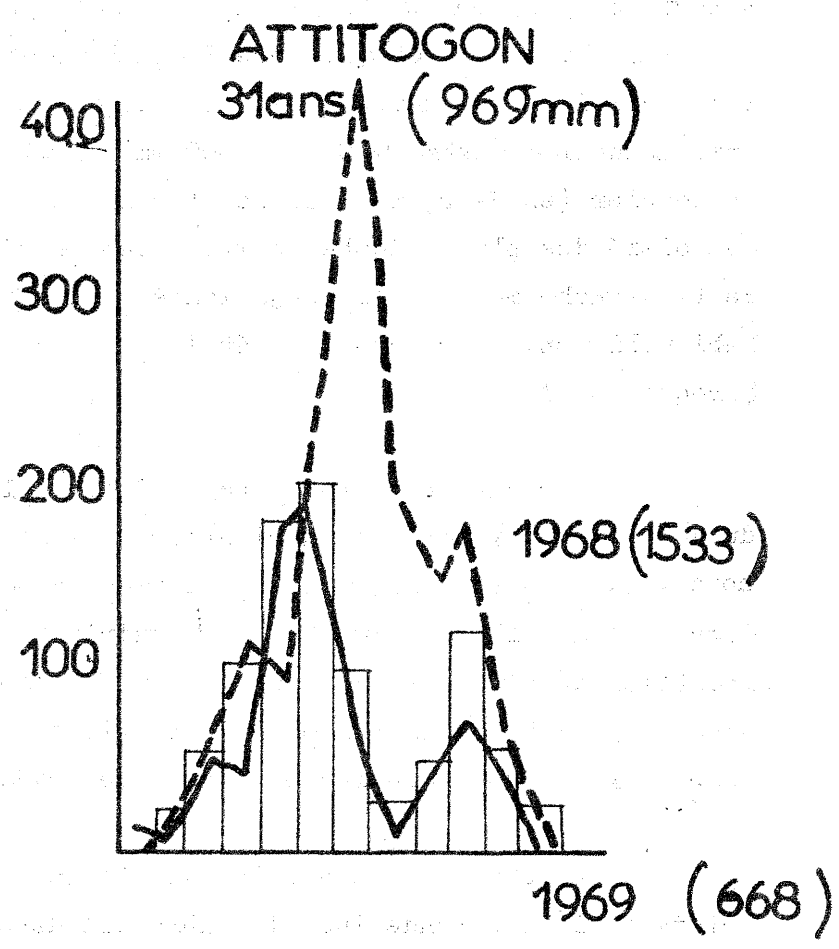
On retrouve dans le sud-est du Togo l'alternance classique entre période improductive et période productive mais le calendrier reproduit au croquis n°6 montre que la durée des périodes improductives est singulièrement réduite; le calendrier de travail est d'autant plus chargé que, la productivité horaire diminuant, le nombre d'heures de travail tend à augmenter.

Enfin, si la double saison des pluies est un atout important pour l'agriculture locale, les caprices du temps introduisent un élément d'incertitude fortement ressenti par les paysans. Le Sud-Est est un pôle de sécheresse relative avec des tranches comprises entre 800 et 1.000 mm. Certaines plantes sont à la limite de l'équilibre écologique et l'on imagine bien dans ces conditions les effets catastrophiques des très fortes variations interannuelles (entre 500 et 1.500 mm) et des incertitudes du rythme saisonnier (en 1972, la tranche globale est satisfaisante mais plus de la moitié des pluies tombe en trois semaines! En 1976, plus du tiers de la tranche moyenne est déjà tombée à la fin du mois de mars qui habituellement correspond au début de la grande saison des pluies...) (croquis n° 7).

Agriculture à forte potentialité, l'agriculture du sud-est du Togo est également une agriculture fragile. Cette fragilité tient, nous venons de le voir, à des conditions naturelles dont les effets devraient d'ailleurs pouvoir être contrôlés. Elle est liée aussi aux modalités de pénétration du mode de production capitaliste qui, sans envahir tous les compartiments de la vie sociale, est tout de même depuis plus d'un demi-siècle le mode de production dominant.

Le capitalisme agraire développé à partir de la petite propriété familiale fonde incontestablement dans le sud-est du Togo un mode de production capitaliste (recours à de la main-d'oeuvre salariée), mais rencontre dans son développement des obstacles et des limitations. Envisageons successivement les quatre conditions qui, selon S. Amin (1972), sont indispensables à la constitution d'un capitalisme agraire dynamique :

LES CAPRICES DU TEMPS



a) Les formes de hiérarchisation de la société pré-coloniale sont rarement très développées (petits royaumes côtiers d'Aného et de Glidji) si bien que peu d'individus ont été investis de l'autorité suffisante pour s'approprier des lots de terre importants.

On notera (Meillassoux, 1975) que les deux types d'agriculture, aujourd'hui étroitement imbriquées (agriculture de plantation et agriculture céréalière) correspondent généralement à des systèmes sociaux très différents. Le plantation, forme d'activité autrefois exclusive, reste encore aujourd'hui la forme d'agriculture déterminante dans le façonnement du groupe social de base; or le plantation-bouturage coïncide ici avec une segmentation très poussée et une domination des formes patrilineaires et virilocales (ce sont les femmes qui circulent). La place occupée par les femmes dans la transformation des tubercules de manioc, le développement rapide de l'économie céréalière (maïs) et le rôle commercial de premier plan conquis par les revendeuses expliquent toutefois la complexité des rapports de parenté actuels; le rôle joué par l'oncle maternel (cf. chapitre sur les migrations) relève de formules matrilineaires et certaines pratiques s'apparentent au matriarcat. La segmentation n'en reste pas moins le trait dominant et l'individu producteur tend à remplacer le ménage comme cellule de base. Outre le type d'agriculture pratiqué, le contact précoce avec les Européens contribue à expliquer cette évolution vers la segmentation.

b) A l'époque où aurait pu se constituer un capitalisme agraire, les densités de population sont déjà nettement supérieures à l'optimum indiqué par S. Amin (entre 10 et 30 habitants/km²).

c) Après l'écroulement des cours du palmiste et l'orientation de la région vers les productions vivrières, aucune culture "riche" ne permet de dégager par hectare et par travailleur un surplus suffisant, compte-tenu du faible degré de mécanisation.

d) L'attitude favorable de l'autorité politique aurait pu contre-balancer ces handicaps. On peut estimer que les ébauches de réforme foncière des allemands (Grundbuch) étaient susceptibles de favoriser l'émergence d'une classe de planteurs à un moment où les densités moyennes étaient encore inférieures à 50.

Après 1920, la volonté politique, à supposer qu'elle se fût manifestée, eût été insuffisante pour assurer une différenciation sociale sur la base d'un développement capitaliste. Confrontés à l'extension des zones de plantation de café et de cacao et à l'explosion urbaine, la société rurale du sud-est du Togo était désormais vouée :

- à fournir de la main-d'oeuvre à bon marché;
- à fournir des produits vivriers à bon marché pour réduire la valeur de la force de travail en ville;
- à fournir des services à bon marché aux couches privilégiées des villes (domestiques, petits métiers artisanaux...).

Nous nous efforcerons d'analyser à trois niveaux les handicaps rencontrés par ce capitalisme agraire pauvre.

a) L'apparition de tensions sur le marché foncier, tensions qui, dans certains cas, peuvent aboutir au gel de ce marché. La terre se morcelle à l'infini et, en l'absence de réserve foncière, sa mobilité

d'un clan (Ako) à l'autre tend à être à peu près nulle. Toutes les monographies (Antheaume, 1974; Le Coq-Litoux, 1974 et Othily, sans date) le signalent et nous avons pu le confirmer à Vo Koutimé. L'achat est, dans le Sud-Est, un mode d'appropriation ancien mais il est en recul (cf. Le Coq-Litoux, 1974). Nous reproduisons à titre d'exemple le tableau répertoriant les origines du droit de propriété à Agbétiko (vallée du Mono) :

Mode de transmission	Fréquence
Héritage en ligne paternelle	76,5 %
Héritage en ligne maternelle	4,0 %
Héritage de parcelles achetées depuis deux générations	10,5 %
Achat	9,0 %

En trois générations, B. Antheaume signale que 19,5 % des parcelles ont fait l'objet d'une aliénation. La terre peut aussi être transmise à titre précaire mais l'auteur indique que 70 % des terres du bourrelet de berge vouées au maraîchage rémunérateur sont en faire-valoir-indirect, le prêt et la location dominant avec des durées généralement très courtes.

La situation est quelque peu différente sur le plateau. Les données tirées d'un premier dépouillement de nos enquêtes à Vo Koutime illustrent une situation où la terre paraît plus mobile. En fait, la location, presque exclusivement pratiquée entre villageois ou lignages apparentés de villages différents, porte sur une période très courte

(un an renouvelable). Le gage est le seul mode de transmission où le propriétaire du bien foncier se trouve en position de demandeur, donc de faiblesse. Ce mode est très répandu à Vo Koutimé.

b) Les formes de mobilisation et d'organisation de la force de travail trahissent l'archaïsme du système et la persistance au sein du mode de production capitaliste de rapports de production précapitalistes.

La division du travail entre les sexes est basée sur la nature de l'activité. A Djéta (Othily), rares sont les femmes qui travaillent la terre (1/5 seulement des femmes adultes). Sur le plateau la femme aide son mari pour des tâches bien déterminées (semences, récoltes). Le reste du temps est consacré à ses propres terres. Chaque membre de la famille travaille effectivement seul et pour son propre compte; il possède ses propres moyens de production et est capable de subvenir seul à ses besoins. Les différentes formes d'entraide (Fidolo) ne jouent plus aujourd'hui qu'un rôle marginal. A Djéta les formes de regroupement (sociétés de tam-tam, groupes de jeunes) ne concernent pas le travail de la terre. Sur le plateau il arrive que des agriculteurs pratiquent la "culture-invitation" ou que des femmes s'associent pour défricher une parcelle louée par l'une d'entre elles; il arrive aussi que des groupes d'arrachage du manioc se constituent pour assurer des livraisons groupées à la féculerie de Ganavé.

Cette évolution vers l'individualisme rend indispensable le recours à un marché du travail où coexistent des rapports caractéristiques du mode de production capitaliste et des rapports précapitalistes.

L'awoba ou mise en gage des personnes est caractéristique de ce dernier type;^{1/} surtout développée en pays Ouatchi, cette pratique est aujourd'hui étroitement liée à l'endettement généralisé des masses paysannes. Le débiteur doit engager sa force de travail chez le créancier pendant 4 ou 5 jours par semaine à raison de 10, 15 ou 25 francs par jour. Cette situation dure aussi longtemps que la dette n'est pas éteinte.

Il arrive que toute une famille se mette en gage et la mise en gage d'adolescents en remplacement d'un adulte n'est pas rare. Outre la forte délinquance qui accompagne cette pratique (vols et autres délits de droit commun), on notera l'efficacité dérisoire d'une main-d'oeuvre recrutée de cette manière.

Le recours au salariat de type moderne existe depuis plusieurs décennies. D'après le dépouillement d'enquêtes réalisées à Vo Koutimé (échantillon d'environ 4.000 personnes) 38,6 % des chefs d'exploitation ont recours régulièrement à la main-d'oeuvre salariée et 43,3 % des chefs d'exploitation s'emploient chaque année comme salariés. Nous ne tenons pas compte des agriculteurs qui n'ont avec le marché du salariat que des contacts épisodiques et l'enquête portant sur les chefs d'exploitation, nous ne comptons pas l'effectif (assez nombreux semble-t-il) des paysans sans terres dont l'unique recours est de vendre leur force de travail. Les salaires sont variables mais, pour des travaux de sarclage, le tarif moyen est de 250 F par jour. Le paiement à la tâche - (à la rangée par exemple) est d'ailleurs beaucoup plus répandu que le paiement au temps; cette main d'oeuvre est communément appelée

1/ M. Sedalo mène actuellement des enquêtes sur ce thème dans le sud-est du Togo.

"Apa". Ce marché du travail salarié est sujet à des contractions saisonnières importantes (chômage saisonnier). Ce chômage est ressenti d'autant plus vivement que, si l'on excepte les migrants saisonniers qui partent travailler sur les grandes plantations du Togo et surtout du Ghana, le marché local du travail salarié est particulièrement étriqué, la plupart des postulants ne dépassant pas les limites du village de résidence (cf. carte dressée à partir du cas de Vo Koutimé-village et du hameau de Glope Atchasi).

c) La stagnation du niveau technique et la dégradation des stratégies d'utilisation de l'espace.

L'outillage est particulièrement sommaire comme l'indique le schéma N° 9. Il est rare que le paysan investisse plus de 1.000 F CFA dans ses instruments de travail.

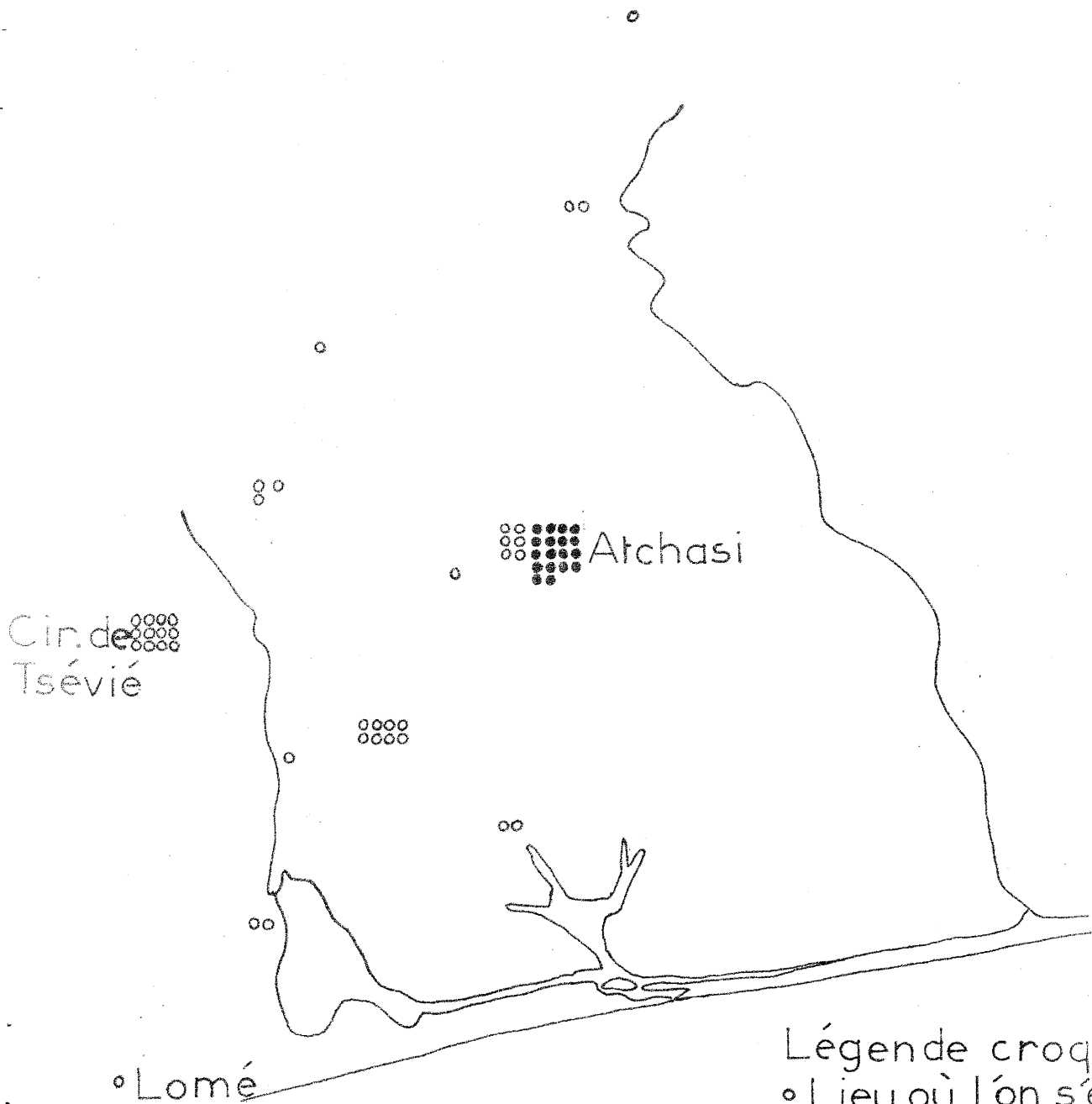
Il est vrai que la terre de barre, légère et facile à travailler s'accommode fort bien de cet outillage léger et la mise en oeuvre de moyens mécaniques lourds risquerait de compromettre définitivement la fertilité de ces sols (les moyens mécaniques seraient par contre indispensables dans les dépressions argileuses et certains bas-fonds).

La dégradation de la terre de barre est toujours mise directement en relation avec la pression démographique : elle est en fait liée à une exploitation "minière" du sol.^{1/} La mise en oeuvre de techniques de fertilisation est exceptionnelle (les tiges de maïs ne sont même pas

^{1/} Dans le sud de la circonscription d'Aného, l'ouverture d'une féculerie industrielle en 1953 n'est sans doute pas étrangère à l'aggravation de la situation.

LE SALARIAT EN MILIEU RURAL

Vo koutime (Atchasi)

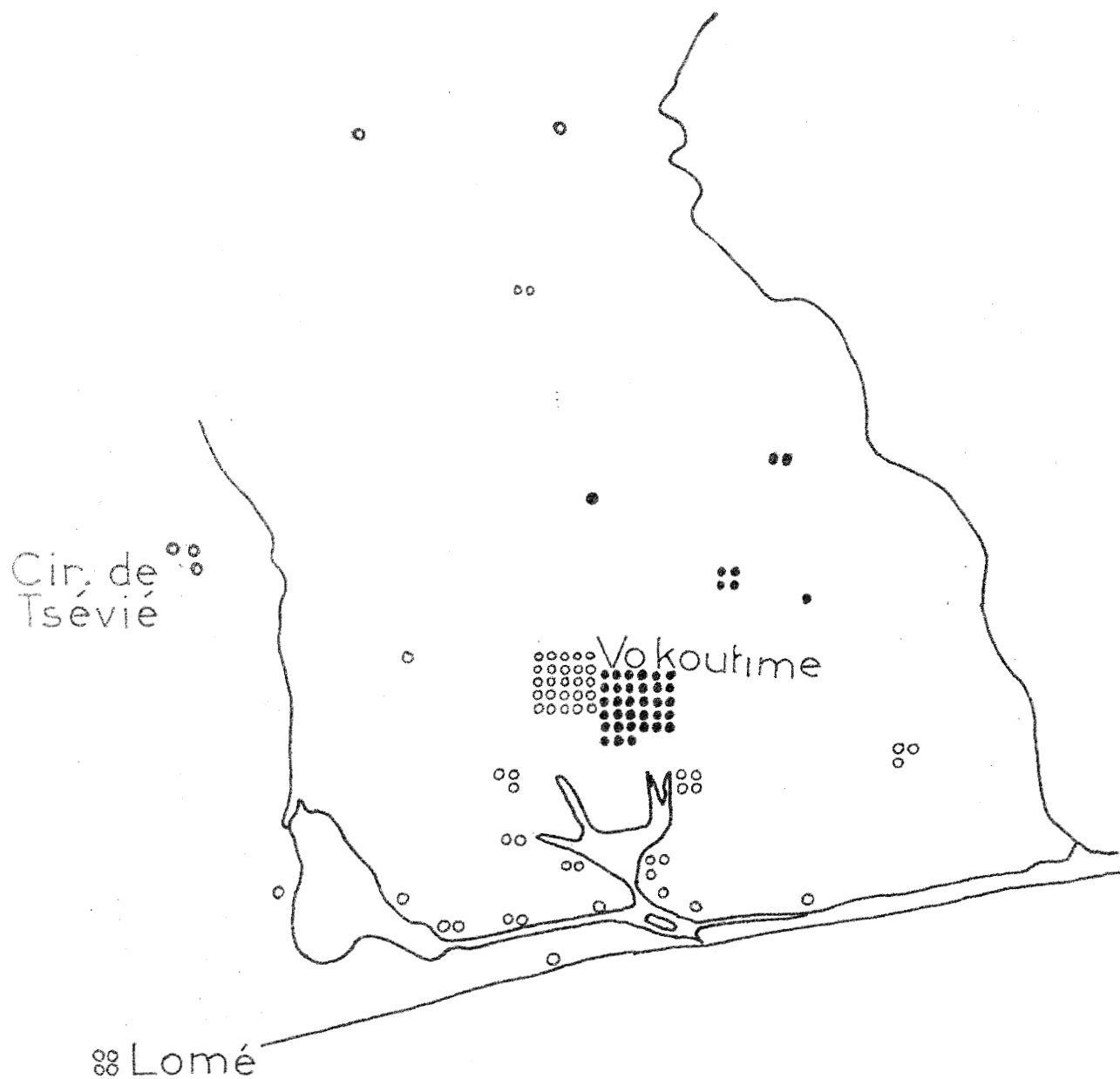


Légende croquis 8/8^{bis}
○ Lieu où l'on s'emploie
● Lieu où l'on recrute

0 12

LE SALARIAT EN MILIEU RURAL

Vo koutimé
(Centre)



0 12

enfouies), et seule une petite minorité de paysans travaillant en liaison avec les SORAD utilisent des engrais minéraux.

La faible productivité de l'agriculture du Sud-Est est bien sûr à mettre en relation avec la dégradation du sol mais il faut également faire intervenir la mauvaise qualité des semences (l'emploi de semences hybrides est exceptionnel) et la dégénérescence des boutures de manioc. On doit aussi invoquer le "laxisme" ^{1/} dont les paysans font preuve en matière de traitements et en ce qui concerne les pratiques culturales ; il est exceptionnel que les sarclages soient faits en nombre et en temps voulu. Les semis sont faits dans le plus grand désordre et les densités sont dérisoires (moins de 1 pied au mètre carré). Beaucoup de semences ne donnent pas de pied et les démarrages ne sont pas effectués (les disponibilités en semences permettent rarement de semer à raison de 20kg de semences/ha).

En ce qui concerne le manioc on est loin des densités suggérées par les services agricoles (12.500 pieds/ha) et les quatre sarclages jugés nécessaires sont rarement effectués.

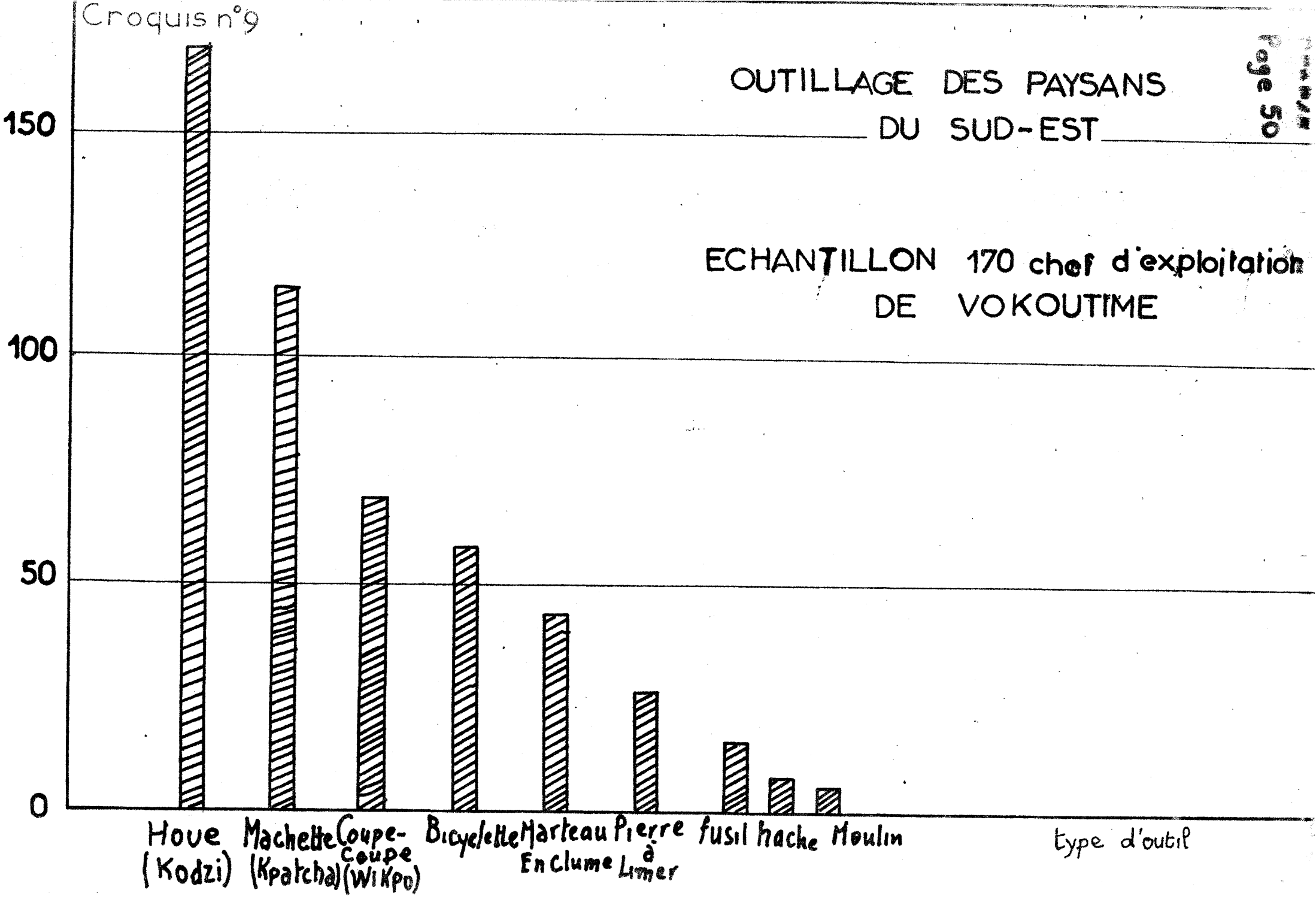
Nous avons déjà évoqué le recul des jachères considérées comme élément d'une stratégie raisonnée d'utilisation de l'espace. De la même manière, les rotations ménageant l'alternance d'une plante exi-

^{1/} Il n'est pas question de reproduire ici les clichés sur les "paysans courageux et les paysans fainéants" mais de décrire l'attitude qu'adoptent les populations rurales en face d'une situation de crise. On est loin ici des situations décrites par E. Boserup où le dynamisme démographique s'accompagne d'un accroissement compensatoire de l'intensité de l'utilisation de la terre. cf. Amin, 1974.

OUTILLAGE DES PAYSANS DU SUD-EST

ECHANTILLON 170 chef d'exploitation
DE VOKOUTIME

Croquis n°9



geante et d'une plante peu exigeante ne sont plus systématiquement pratiquées. La disparition de l'ordre régissant l'utilisation de l'espace agricole s'accompagne d'une pulvérisation des cadres spatiaux que nous analyserons au niveau de l'exploitation et au niveau du "terroir".

La superficie moyenne par exploitation (superficie physique) est particulièrement faible :

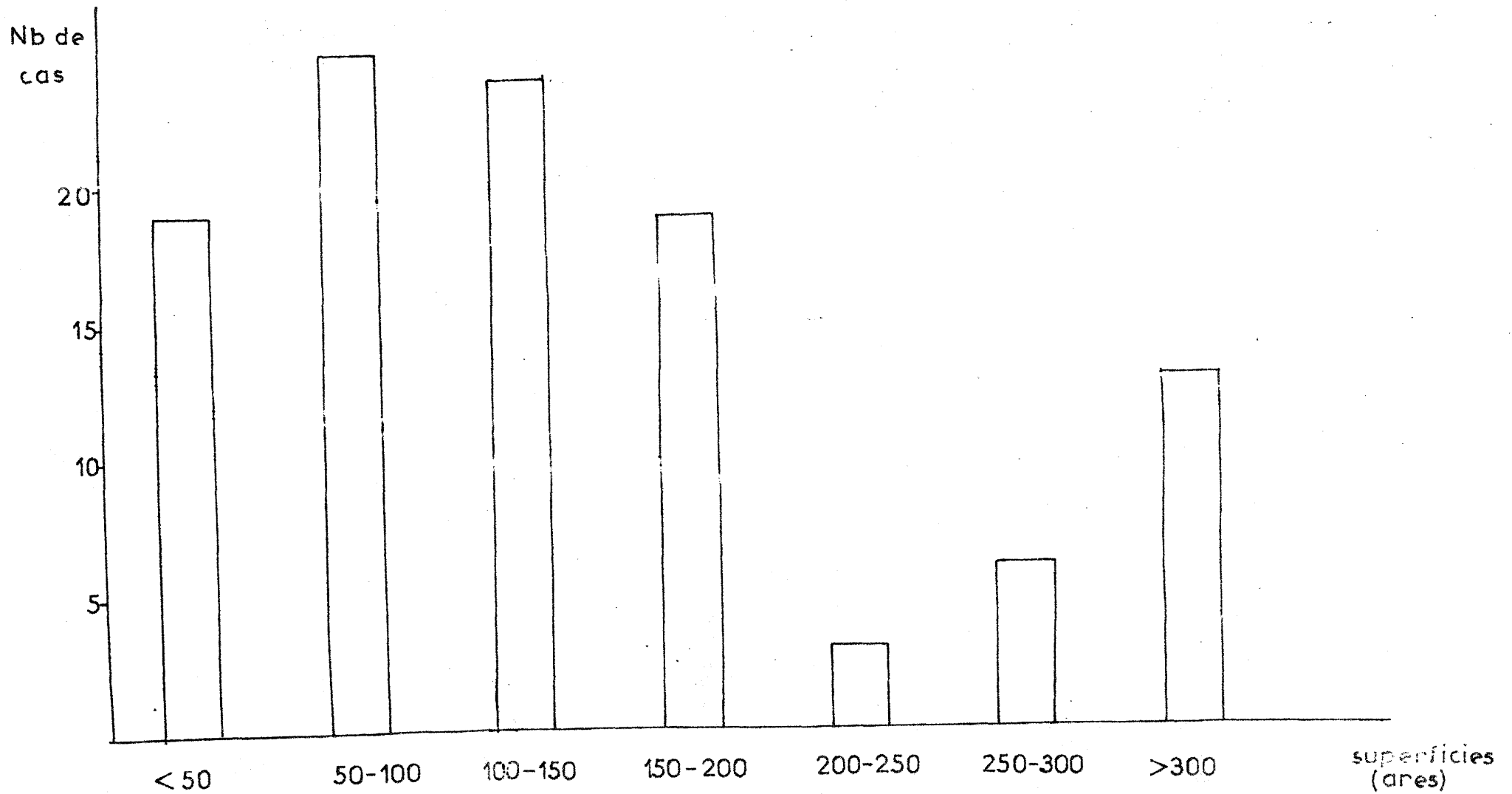
Enquête agricole générale 1970

Circonscriptions	Actifs agricoles par exploitation	Superficie Physique moyenne actif
Aného	2,81	66,48 ares
Vo	2,35	70,44 ares
Tabligbo	2,29	110,92 ares

L'évaluation obtenue à partir d'un échantillon de 110 exploitants de Vo Koutimé est proche de ces moyennes. (162,5 ares) mais la ventilation par tailles révèle des écarts assez considérables (croquis 10).

Il reste à savoir si ces écarts ont véritablement une signification, c'est-à-dire si les exploitants monopolisant cinq hectares ou plus dégagent les surplus les plus importants. On constate que, dans le cas de Glope Atchasi, les plus grandes parcelles sont, ou bien plantées en palmiers, ou bien non cultivées (bas-fonds). L'inutilisation des

TAILLE DES EXPLOITATIONS A GLOPE ATCHASI



bas-fonds est d'ailleurs surprenante si l'on compare la situation du sud-est du Togo à celle du sud-ouest du Nigéria, région également très peuplée où les zones inondables sont activement mises en valeur (canne à sucre, riz, etc...).

Les parcellaires levés par nos soins mettent en évidence un morcellement qui, pour être moins impressionnant que dans la palmeraie de Porto Novo, n'en constitue pas moins un obstacle à la mise en oeuvre des moyens garantissant une haute productivité de la terre et du travail humain.

Superficie moyenne des parcelles dans le sud-est
Enquête agricole 1970

Circonscription	Superficie(en ares)
Aného	40,21
Vo	42,90
Tabligbo	44,95

A Glope Atchasi (Vo Koutimé), plus de 30 % des parcelles couvrent moins de 20 ares!...(croquis n° 11).

Parler de terroirs villageois ^{1/} n'a guère de sens dans le sud-est du Togo. Les modalités de mise en place du peuplement

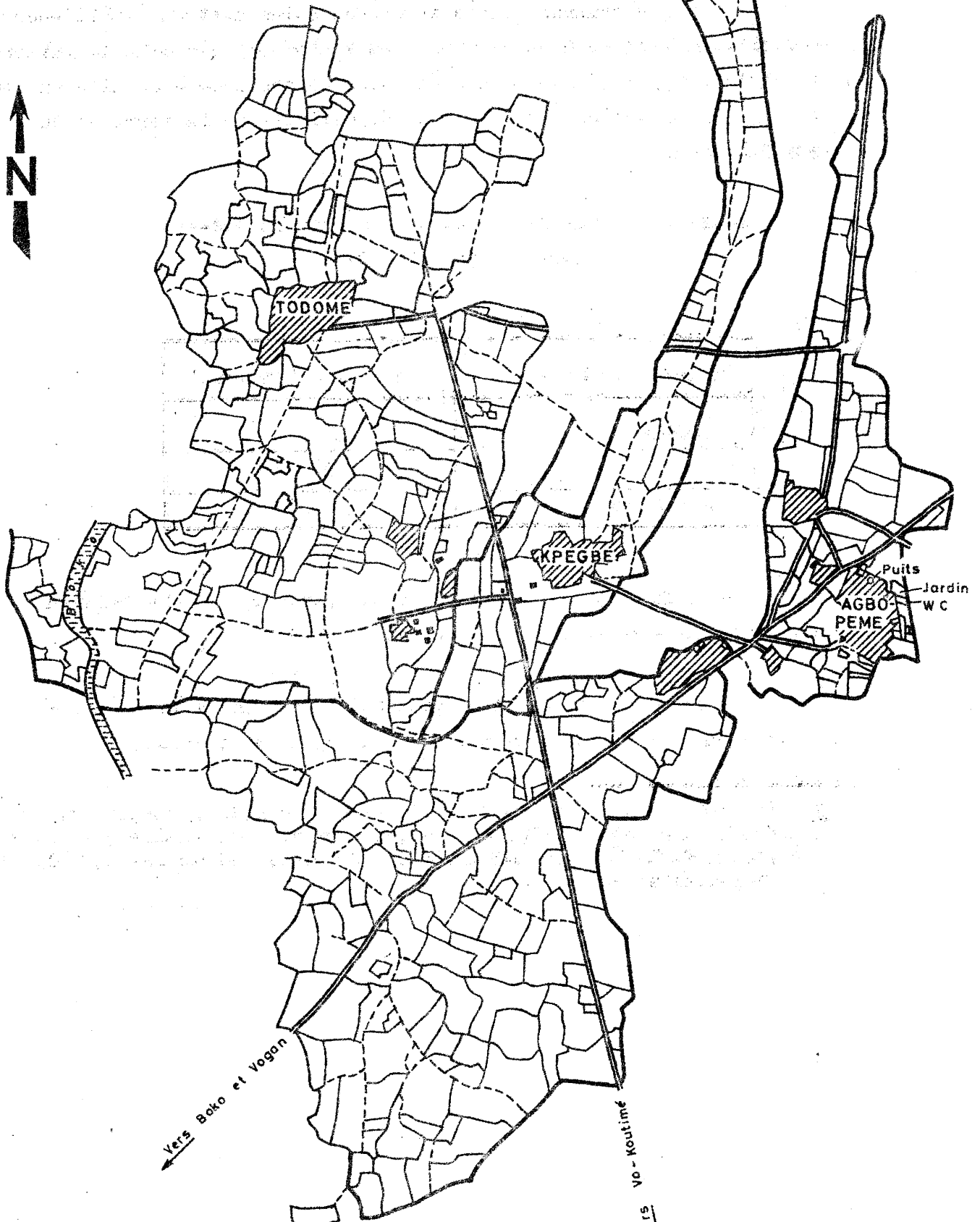
^{1/} Terroir est pris au sens de "portion de territoire approprié, aménagée et utilisée par le groupe qui y réside et en tire ses moyens d'existence". In Pélissier-Sautter. "Terroirs Africains et Malgaches", Etudes Rurales, 1970.

PLAN PARCELLAIRE DE GLOPE ATCHASI

RPOP/5
Page 54

Croquis n° 11

0 200 400 600 m



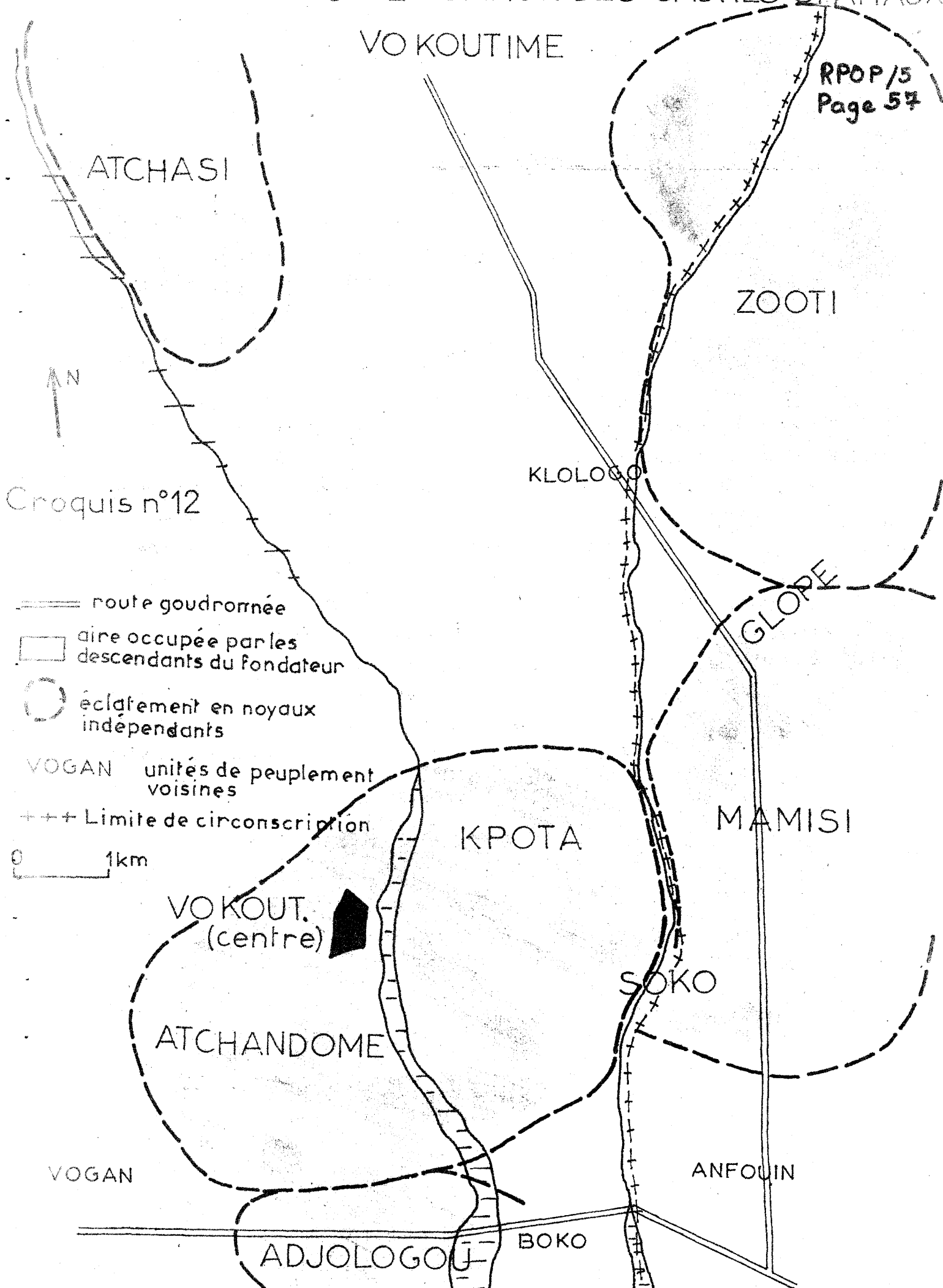
(cf. Section I) font que les critères d'appropriation collective et de résidence ne coïncident pas toujours. Ceux qui résident aujourd'hui dans les fermes de Zooti et exploitent effectivement la terre ne sont pas nécessairement des descendants des premiers défricheurs, lesquels résident dans d'autres quartiers de Vo Koutimé mais persistent à affirmer leurs droits sur les terres de Zooti. Il n'y a plus, depuis longtemps, d'"anygba fio" (chef de terre) et l'espace éclate à différentes échelles. A l'intérieur des quartiers officiellement délimités dans les unités de peuplement apparaissent de petites unités territoriales extraordinairement imbriquées caractérisées par la manifestation de solidarités familiales ou de phénomènes de clientèle. A l'échelle du quartier (les quartiers sont de taille très variables : de quelques dizaines à quelques milliers de personnes), l'autorité du chef de quartier (tchami), fondée sur la référence à l'ancêtre mythique, est souvent purement formelle. L'éclatement se produit enfin, au niveau du village, unité de peuplement constitué par l'espace défriché par le ou les clans fondateurs. A Vo Koutimé cet espace, particulièrement vaste, s'inscrit dans un rectangle de vingt-cinq kilomètres sur vingt. On observera que, dès l'origine, il n'y a pas continuité spatiale entre le quartier de Glope Atchasi et les autres. Cet ensemble a éclaté aujourd'hui en cinq unités au moins (Vo Koutimé-village et fermes environnantes-Atchandomé, Kpota-Mamissi-Glopé, Adjologou et Glope Atchasi) dont les rapports avec la cellule mère sont très distendus, sinon empreint d'hostilité.

La dissolution des cadres spatiaux anciens est jalonnée par différents événements à l'époque coloniale. La tradition rapporte l'initiative allemande de regrouper les paysans au village-centre en détruisant les fermes. Ces fermes seront réoccupées dès 1920 mais les rapports avec le village-centre où réside le chef resteront très vivants (jugements, marché important, etc...). En nommant à la chefferie des personnages

choisis en dehors des rameaux fondateurs, les Français réduiront considérablement l'autorité des chefs et la cohésion de l'espace sur lequel ceux-ci avaient autorité. La construction d'axes goudronnés et un certain relâchement dans l'entretien des pistes vont également dans le sens de la dissolution, de même que la mort du marché au village-centre. Après l'Indépendance, la fixation d'une limite entre les circonscriptions d'Aného et de Vo recoupe l'ancienne unité de peuplement de Vo Koutimé; Zooti, Glopé, Mamissi et une partie de Soko relèvent de l'autorité de l'administration d'Aného, les autres quartiers dépendant de Vogan (croquis n° 12).

De la description donnée par O.F. Metzger (1941) des pratiques culturelles dans le sud-est du Togo, on peut déduire que la quasi-disparition des règles régissant l'utilisation de l'espace est récente, tout comme la contraction et la pulvérisation des cadres spatiaux. On retrouve encore au début du siècle les traces d'une agriculture "évoluée à certains égards", telle que l'a décrite Leclerc (1971) dans la palmeraie de Porto-Novo. Il est vrai que l'intime relation entre agriculture et élevage dans cette région de la République Populaire du Bénin n'a jamais existé dans le Sud-Est du Togo mais on suit M. Leclerc lorsqu'il souligne que les tendances progressives de l'agriculture porto-novienne sont entravées par la place occupée par le palmier. Il ajoute : "les paysans s'intéressent moins qu'on ne s'y attendrait aux cultures vivrières". Dans le sud-est, si le palmier fut un temps le fondement d'une économie de plantation orientée vers l'exportation, il n'est plus aujourd'hui que l'objet d'une activité de cueillette et constitue la pierre de touche d'un capitalisme agraire dégradé qui développe une pression d'émigration de plus en plus importante.

UN EXEMPLE DE PULVERISATION DES CADRES SPATIAUX



3° Développement d'un rapport d'exclusion

On peut admettre à titre d'hypothèse que, dans un premier temps, le capitalisme agraire développé par la colonisation allemande retint dans le sud-est du Togo une densité grandissante.

Une véritable économie de plantation put se développer à partir de la réunion de divers facteurs; l'unification de la société locale par les grands marchands brésiliens et saloto s'est effectuée après le déclin de la traite des esclaves dans un contexte de mise en valeur agricole. Les liens de la classe dirigeante des négociants avec le monde paysan se sont resserrés, le grand commerçant devenant propriétaire terrien et fixant d'importants contingents d'esclaves comme manoeuvres agricoles. Les densités de populations situées entre 30 et 40 habitants/km² sont assez élevées pour permettre la mobilisation d'une force de travail suffisante mais elles ne compromettent pas encore les possibilités de concentration foncière. Enfin, la diversification de productions exportables fournissant de hauts revenus par unité de surface encourage l'action d'une classe de petits capitalistes ruraux. Rappelons ici l'émergence dans la basse vallée du Mono d'une vie économique d'un nouveau style consécutive au développement par les Allemands de la production des oléagineux : "les côtiers s'installèrent de façon ostensible dans la vallée et bâtirent des maisons à étage ... Ils créèrent de multiples boutiques ... Il n'était donc pas rare que le paysan s'endettât de façon importante ... Il laissait alors sa palmeraie en gage et se voyait obligé de travailler comme journalier ou comme "awobato" (esclave pour dette) (Antheaume, 1974).

Concentration de la terre aux mains de quelques gros accapareurs et prolétarianisation sont les conséquences de cette irruption du capitalisme au niveau de la production agricole. De fait, entre 1898 et 1902, les exportations d'huile de palme augmentent en volume de 4 fois (et les exportations d'amandes de 6 fois). Les notables entretiennent aussi des plantations de sisal et d'importantes cocoteraies. Enfin le maïs est devenu une culture d'exportation (30.000 tonnes en 1908) et Metzger (1941) signale que ce commerce est devenu l'occasion de pratiques spéculatives préjudiciables au paysan... Au plan démographique, l'effet de concentration joué par le développement de cette économie de plantation est donc vraisemblable. Il est même tout à fait possible qu'une population migrante supplémentaire ^{ait été} attirée (on peut à cet égard citer le cas du notable Damasus Adoté qui employait 40 travailleurs kabyès sur ses champs de coton à Tokpli en 1925). Outre Damasus, on peut citer d'autres familles (Creppy, Adjavon, Kalipe, etc...) qui seront réunies par l'administration coloniale française en une "Association coopérative agricole" en 1924. 65 notables faisaient partie de cette association et les procès-verbaux des réunions placent au premier plan de leurs préoccupations les questions touchant à la main-d'oeuvre et à l'achat d'outillage agricole. Rappelons enfin que ces "koulaks" animaient les foires agricoles annuelles tenues dans la région.

Ces notables restent cependant des producteurs de traite dépouillés du contrôle réel des moyens de production et pénalisés par la détérioration des prix. Les gains de productivité sont obtenus grâce aux interventions de l'administration (et à un gaspillage inconsideré des sols). L'administration est également le fourrier du capital étranger : "l'administration engage vivement les membres du

Bureau (de l'association coopérative agricole) à ne pas perdre de vue l'extension à donner à la culture du coton et des arachides, ainsi qu'à celle du sisal et du kapok pour lesquels la S.C.O.A. serait un important acheteur...".

Le problème est de savoir à quel moment et selon quels mécanismes la dégradation précoce de ce capitalisme agraire engendra un effet d'expulsion de contingents importants de populations.

Il est généralement admis aujourd'hui que le développement du capitalisme n'implique pas la croissance du mode de production capitaliste dans l'agriculture. L'évolution du sud-est du Togo à partir des années 20 confirme cette proposition. Les graves difficultés du capitalisme européen entre les deux guerres rendent plausible l'hypothèse d'un recul conjoncturel. En fait, cette dégradation d'un capitalisme rural naissant a des raisons structurelles déjà évoquées mais sur lesquelles il nous faut revenir.

Au premier rang de ces raisons il y a sans doute la dégradation rapide des conditions de commercialisation des cultures qui avaient permis l'amorce de développement d'un capitalisme agraire. Le règne du palmier aura duré moins d'un siècle et, les cours s'effondrant définitivement vers 1905, le maïs reste la seule culture faisant l'objet d'un commerce inter-régional (le cocotier et le coton n'ont jamais constitué une base sérieuse de développement d'un capitalisme agraire).

Dès l'époque allemande, les femmes monopolisent le commerce du maïs et de l'huile de palme. Les grands commerçants "brésiliens" restaient à la tête de fortunes non négligeables et monopolisaient des lots de terre importants. Ils se mirent à affermer ces terres, aggravant une tendance à la parcellisation qui ira s'accroissant au cours des cinquantes dernières années. En fait, cette "élite de transition" allait très rapidement devenir une classe urbaine et la génération suivante devait passer en grand nombre à la fonction publique. Les femmes qui prirent le relais sur le plan commercial ne pouvaient, en aucun cas, représenter une alternative en vue de la constitution d'une classe de capitalistes ruraux. De grandes fortunes existent sans doute en milieu rural mais ces "koulaks" sont des notables plus ou moins "poussés" par l'administration coloniale. Les phénomènes d'achat de terres par la bourgeoisie urbaine (en particulier par les fonctionnaires) est un phénomène trop récent pour déboucher sur la constitution d'unités de production agricoles modernes; il est d'ailleurs certain que cette forme de "retour à la terre", fréquente dans la région de plantations de Dayes-Palimé, est limitée dans le Sud-Est par les fortes densités de population.

L'accumulation démographique est un obstacle important à la concentration foncière. Nous avons déjà évoqué l'extrême morcellement foncier (croquis n° 10). Les dons aux enfants du vivant du père, l'obligation pour le mari de laisser un lopin de terre à ses femmes contribuent à expliquer le dessin parcellaire tourmenté à trame serrée. Il devient de plus en plus difficile, dans le Sud-Est, de monopoliser des superficies importantes. La réserve foncière est totalement épuisée au sud de la dépression de la Lama et nous verrons que les nombreux départs en migration n'allègent pas vraiment la pression sur la terre.

L'effet d'expulsion joue d'autant plus que se sont ouvertes deux zones d'accueil à capacité massive.

Le boom qui caractérise l'économie de plantation au Ghana est **généralement** situé entre 1890 et 1914; au cours de cette période s'organise la production d'exportation à grande échelle (cacao). Au moment où éclate la première guerre mondiale l'appropriation privée du sol est réalisée et la disponibilité d'une main-d'oeuvre salariée devient la condition de fonctionnement du système. 2,3 millions d'étrangers affluent en moins de trois-quarts de siècle au Ghana et les togolais représentent un bon tiers de l'effectif global.

L'explosion urbaine est un phénomène plus récent mais encore plus spectaculaire. Il n'est pas question de revenir ici sur les facteurs de cette explosion. Qu'il nous suffise de l'illustrer par quelques chiffres :

	1891	1908	1921	1931	1937	1950	1956	1963	1966
Lagos			99620	126108		230256		665246	
Cotonou					6811		54100	110000	120000
Lomé		6484				31628			86300
Accra	19999		38049			135000	192047		

Si Accra et Lagos sont de vraies villes en 1921, Lomé n'est encore qu'un gros bourg et Cotonou ne figure pas sur la carte. A cette date, les grandes villes de la côte regroupent moins de 150 000 habitants.

Moins de 35ans plus tard plus de 700 000 habitants vivent dans ces cités dont l'effet attractif est sans commune mesure avec la capacité d'emploi.

Ainsi, une population rurale dense dont l'agriculture a perdu le bénéfice assuré par la vente de produits chers tend à ne produire que pour se nourrir; en son sein se développe une pression d'émigration par exclusion du processus de production et des conditions de la reproduction sociale. Il existe dans l'espace social une zone mal délimitée où le petit producteur se paupérise : "Il ressent une universalité de besoins mais en tant que force de travail, la condition objective lui fait défaut pour les réaliser. Si le capitaliste n'a que faire du surtravail de l'ouvrier, celui-ci ne peut pas réaliser son travail nécessaire : il ne peut pas produire sa propre substance." (Marx, sans date).

Le Sud-Est fonctionne aujourd'hui comme une région façonnée par la politique économique coloniale et joue le rôle de réserve en main-d'oeuvre salariée. Nous avons vu que divers facteurs comme la mise en place d'un bon réseau de desserte et une scolarisation ancienne et relativement massive ont largement favorisé le développement de cette fonction.

IV. UNE COMMUNAUTE QUI SE DEDOUBLE ET S'APPAUVRIT

1° Quelques données sur la pression migratoire

a) En l'absence de données directement utilisables à l'échelle régionale, nous avons abordé le problème des migrations internes et externes à partir de l'étude monographique de Vo Koutimé, chef-lieu de canton situé dans la circonscription de Vo. Cette unité administrative regroupant environ 10.000 habitants n'a pas été choisie en fonction de la propension particulière des villageois à migrer; aussi la représentativité de l'échantillon n'est-elle pas a priori évidente.

Un premier comptage réalisé directement dans les fermes et au village-centre en 1972 nous a permis de mesurer l'ampleur du mouvement de départ et d'en préciser les directions. (voir tableaux à la page suivante)

Il ressort du tableau que plus de 4.000 personnes **originaires** de Vo Koutimé vivent actuellement à l'extérieur du village. Ces personnes sont très inégalement réparties entre les différents quartiers de l'unité administrative puisque le pourcentage des absents varie du quart aux deux tiers.

Les migrations agricoles constituent un phénomène résiduel puisqu'elles concernent moins du quart des migrants. Il ne s'agit pas pour autant d'un phénomène dénué de signification. Les migrations agricoles internes dominent (environ 20 %); il ne semble pas que Vo Koutimé et plus généralement la circonscription de Vo soit un foyer important de départ vers les zones de plantation du Togo et du Ghana.

LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES A VO KOUTIME ^{1/}Indice migratoire calculé par quartier
à Vo Koutimé

Village	37,5 %
Glope Hagoune	38,7 %
Glope Koussome	38,7 %
Glope Atchasi	31,2 %
Kpota	27,4 %
Mamisi	61,5 %
Atchandome	46,4 %
Soko	55,2 %
Village-Centre	51 %

Migrants par destination

Migrants ruraux

Migrations saisonnières	9	1,3 %
Migrations vers villages lagunaires	84	12 %
Migrations vers Togodo et frange pionnière	15	2,5 %
Migrations vers autres Circonscriptions ^{Tog}	28	4 %
Migrations vers autres villages du sud-est	32	5 %
Migrations vers pays étrangers	<u>31</u>	<u>4,8 %</u>
TOTAL	199	29,6 %

^{1/} Ces données portent sur l'ensemble des personnes originaires de Vo Koutimé et actuellement vivantes. Nous considérons dans nos calculs que les chiffres avancés concernent des ménages. C'est partiellement inexact, les hommes partant souvent sans leurs femmes. La surestimation qui en résulte est compensée par une sous-estimation générale liée au fait que nous avons fait uniquement appel à la mémoire des résidents actuels.

Migrants non agricoles		
Migrations vers Lomé	185	28,1 %
Migrations vers les petites villes du Sud-Est	39	6 %
Migrations vers CIMP (Hahotoé-Kpémé)	14	2,1 %
Migrations vers autres villes secondaires	6	1 %
Migrations vers villes Ghana	125	19 %
Migrations vers villes Nigeria	74	11,4 %
Migrations vers villes Bénin	12	1,8 %
Migrations vers villes Côte d'Ivoire	5	1 %
TOTAL	460	70,4 %
Total général des familles de migrants	659	

L'exode rural est un phénomène massif mais il est remarquable que les migrations non agricoles dirigées vers les petites villes ou vers les centres d'activité industrielle de la région représentent peu de choses. Les grands foyers d'accueil sont les métropoles de la côte : Lomé, Accra-Kumasi, Lagos qui accueillent plus de la moitié de l'effectif migrant. Compte-tenu des enquêtes réalisées en zone d'accueil (130 chefs de famille à Lomé, 212 à Accra), et sachant que ces enquêtes n'épuisent pas l'effectif d'originaires présents dans ces villes on peut dès maintenant affirmer que les chiffres obtenus au village sont sous-estimés.

Une autre approche du phénomène migratoire consiste à étudier les déséquilibres enregistrés dans la population résidente du village de départ.

(croquis N° 4)

La pyramide des âges de Vo Koutimé/dressée à partir des documents primaires du recensement de 1970 permet de calculer le déficit de population provoqué par la migration et d'identifier la population migrante en fonction du sexe et de l'âge. Ne disposant ni des tables mises au point par Coale et Dereny sur les populations stables, ni des tables de Carrier et Hobcraft, nous avons procédé empiriquement à l'ajustement de notre pyramide, connaissant l'espérance de vie et le taux brut de reproduction; il faut toutefois tenir compte de la mauvaise évaluation de certaines classes d'âge (ainsi, chez les femmes, la classe d'âge de 15 à 20 ans est sans doute sous-estimée et la classe de 35 à 40 ans surestimée).

Les départs peuvent être ventilés comme suit en fonction du sexe

Hommes	Femmes	Total
2 250	1 550	3 800

Observons que le chiffre obtenu est proche de notre évaluation par enquête directe. L'effectif migrant féminin est nettement moins important que l'effectif masculin.

La ventilation par tranches d'âges est plus aléatoire. Elle permet toutefois, en dépit de ses imperfections, de formuler quelques hypothèses.

	Hommes	Femmes	Total
5 - 10	-	130	130
10 - 15	430	500	930
15 - 20	520	550	1070
20 - 25	440	250	690
25 - 30	230	-	230
30 - 35	220	120	340
35 - 40	130	-	130
40 - 45	120	-	120
+ de 45	160	-	160

Les femmes partent plus tôt que les hommes (les 3/4 des départs avant l'âge de 20 ans). Les migrations masculines affectent surtout les jeunes hommes entre 10 et 30 ans mais des contingents non négligeables d'hommes adultes sont absents du village.

Les déséquilibres structurels de la population active résidente confirment ces données :

Quartier	% population d'âge actif	% hommes d'âge actif	Sex -ratio: population d'âge actif
Atchandome	36,7	12,2	50
Kpota	38,8	13,6	54
Mamissi	36,9	13,8	59,6
Atchasi	33,8	11,5	51,8
Glope	36,5	13,5	58,8
Soko	37,4	15,2	68,8
	<u>36,6</u>	<u>15,3</u>	

Sur 250 femmes mariées résidant à Vo Koutimé - Mamissi 24 sont chefs de ménages en l'absence du mari. Et 5 sont divorcées (les migrations trop longues et répétées du mari sont souvent une cause de divorce).

Mari	au Ghana	à Lomé	Migr. agr. interne	autre
	4	7	6	7

b) La représentativité de Vo Koutimé n'étant pas assurée, nous nous sommes efforcés de collecter des données complémentaires sur le phénomène migratoire.

Dans d'autres monographies réalisées dans la région : les études réalisées par Madame Litoux - Le Cocq et par MM. Antheaume et Othily couvrent les différentes zones du Sud-Est (vallée du Mono, Lagune, plateau).

% des absents à Agbétiko, Djeta et Vo Koutimé.

Village	% absents
Agbetiko	25 %
Djeta	28 %
Vo Koutimé	43,5%

La "mobilité" à Vo Koutimé est nettement plus forte qu'ailleurs mais dans tous les villages étudiés, les chercheurs ont identifié ce double non institué du village que constituent les originaires ayant migré.

Les flux de migrations non agricoles cartographiés à partir des informations puisées dans les monographies permettent de circonscrire un "espace béninien" recoupant les frontières et parcouru en tous sens par les originaires du Sud-Est. Des nuances doivent être apportées. Si Cotonou est un lieu d'accueil important pour les villages de la vallée et de la lagune, c'est une destination très secondaire pour les agriculteurs du plateau qui poussent volontiers jusqu'à Lagos. Accra et les villes du Ghana l'emportent sur Lomé dans le cas de Fiata et d'Agbetiko. On peut toutefois se demander si le mouvement vers Lomé n'a pas été sous-estimé dans le cas de Fiata.

c) Aucune enquête spécifique n'ayant à ce jour été menée sur les migrations au Togo nous en sommes réduits à recourir aux recensements administratifs du Togo et du Ghana (nous ne disposons pas des résultats du Nigéria). Dans un document de ce genre les migrations ne peuvent être saisies que par la comparaison du lieu de résidence et du lieu de naissance.

Le recensement du Togo réalisé en 1970 permet de montrer la faible importance de l'immigration dans les trois circonscriptions du Sud-Est (on regrettera que les recenseurs n'aient pas prévu une question sur la localisation de la dernière résidence). La relative importance du contingent né dans un autre pays peut s'expliquer par les expulsions du Ghana l'année précédente. Il est manifestement exceptionnel que les hommes résidant dans le Sud-Est prennent leurs femmes hors

de la région. Il est intéressant d'observer les pourcentages importants (surtout Vo et Tabligbo) de jeunes enfants nés hors de la région et y résidant. Nos enquêtes à Lomé et à Accra nous ont permis de déceler une pratique assez courante : beaucoup d'enfants d'originaires du sud-est résidant dans les deux capitales sont confiés en bas-âge à certains membres de la famille restés au village. On tient donc là un indice de la présence hors du village de nombreuses familles.

Circonscriptions	% personnes nées dans autre région		% personnes nées dans autre pays		% jeunes (0-9ans) enfants nés hors région
	H	F	H	F	
Aného	1,2 %	1,1 %	5,6 %	5,8 %	5,9 %
Vogan	0,7 %	0,6 %	5,7 %	4,8 %	8,6 %
Tabligbo	1,5 %	1,3 %	6,8 %	6,5 %	9,8 %

Les pyramides d'âges de chacune des circonscriptions dressées à partir du recensement de 1970 ont fait l'objet d'un traitement identique à celle de Vo Koutimé. On peut donc fournir sous toutes réserves un tableau du déficit par tranches d'âges et par sexe et calculer un déficit global; les chiffres sont les suivants :

Aného	35.700	29 %
Vogan	43.900	34 %
Tabligbo	22.800	32 %
TOTAL	102.400	

On se reportera aux commentaires de la pyramide de Vo Koutimé pour la ventilation du déficit par sexe et par classe d'âge.

Retenons simplement ici que plus de 100.000 personnes originaires du Sud-Est vivent ailleurs que dans la région.

Ce chiffre peut être confronté avec une autre donnée tirée du recensement du Togo : 17,25 % de la population de Lomé (soit environ 25.000 personnes) est originaire de la région maritime (on ne dispose malheureusement pas d'une ventilation par circonscription).

Par ailleurs, en 1960 (Statistical Yearbook) sur 176.100 Togolais nés hors du Ghana mais y résidant, 100.530 étaient des Ewés (sans distinction d'origine malheureusement).

Nous ne reviendrons pas longuement ici sur les insuffisances de ces données. Les recensements omettent des catégories importantes de migrations (agricoles internes) et situent incomplètement celles qu'ils saisissent (il est toujours impossible d'évaluer la durée du déplacement). Enfin toutes les catégories de migrations se trouvent mêlées dans les recensements, sans qu'il soit possible de les distinguer.

2° Pression d'émigration et appauvrissement du milieu de départ

Notre hypothèse est que la migration appauvrit la zone de départ en hommes, en argent et en produits. Elle pervertit les structures sociales et cette perversion entretient, voire même aggrave,

l'effet d'expulsion.^{1/} Cette idée que, passé un certain seuil, la migration s'entretient elle-même, mériterait une analyse fine appliquée au cas du sud-est du Togo.

Nous n'avons malheureusement pas les moyens de mener ici cette analyse, les enquêtes réalisées par nos soins n'étant pas encore terminées. La première de ces enquêtes consiste à saisir par la méthode des "biographies rétrospectives" les originaires de Vo Koutimé installés à Lomé et à Accra au Ghana. La seconde enquête saisit les migrants lors des visites qu'ils rendent au village d'origine. Avec le concours de correspondants locaux, une structure d'observation permanente a été mise en place dans treize villages du sud-est pendant six mois (octobre 1975 - mars 1976).

Nous nous contenterons, dans cet exposé, d'illustrer nos hypothèses par des observations qualitatives faites en cours d'enquêtes. Nous présenterons également quelques études de cas.

a) Les effets démographiques de la migration

Les déséquilibres démographiques consécutifs à la migration apparaissent bien sur les pyramides des âges. Nous avons montré que l'exode rural privait la communauté d'une fraction importante de la population d'âge actif.

^{1/} La brutalité de la formulation suscitera sans doute la contradiction. Nous ne songeons nullement à nier que, localement, ceux qui sont partis soutiennent efficacement ceux qui sont restés.

Cette perte de substance est confirmée par le cahier d'imposition tenu par le chef de Vo Koutimé :

Evolution du nombre des imposés à Vo Koutimé

Quartier	1949	1969	1972
Glope	141	89	84
Glope Atchasi	229	234	197
Adjologou		(31)	(30)
Soko	187	168	146
Atchandome	479	294	281
Kpota	263	201	152
Mamissi	261	146	89
TOTAL	1560	1132	949

Même si l'on tient compte de la création de la circonscription de Vo après 1970 qui soustrait certaines fermes de Vo Koutimé à l'autorité du chef, il est certain qu'une perte d'imposables atteignant 27,5% en vingt ans est significative de l'hémorragie. Sur 42 fermes et hameaux, le nombre des imposables est en augmentation dans trois seulement entre 1969 et 1972. Il reste stable dans six cas. Dans dix autres cas le recul en quatre années est supérieur à 25 %.

Ces chiffres illustrent l'ampleur du mouvement mais ils ne fournissent que des ordres de grandeur grossiers. Nous avons passé des questionnaires approfondis dans les différents quartiers de Vo Koutimé.

Il ressort d'un premier dépouillement que plus de 40 % des concessions présentent des déséquilibres graves quant à leur composition et 16 % disparaîtront presque à coup sûr à la prochaine génération; il s'agit des concessions où ne vivent plus que des vieillards, de celles où des vieillards se sont vus confier leurs petits enfants (les parents ayant migré), de celles où cohabitent des vieillards et des femmes d'âge adulte, de celles enfin où on ne trouve que des femmes et des enfants en bas âge.

Un triple mouvement de féminisation, de vieillissement et de rajeunissement apparaît, dont les conséquences sont décisives en ce qui concerne l'organisation de la production et l'accès à la terre. Nous y reviendrons.

Nous manquons malheureusement d'éléments pour juger des conséquences de la migration sur les stratégies matrimoniales (âge au mariage, polygamie, divorces) et sur l'évolution de la fécondité. On peut estimer que la migration retarde l'âge du premier mariage, favorise la multiplication des divorces et, à tout le moins, multiplie les moments de séparation (ce qui a des conséquences évidentes sur la fécondité). En dépit du sex-ratio très déséquilibré en faveur des femmes, il semble d'autre part que la polygamie soit en recul.

b) Désorganisation des activités productives

1. La migration massive d'adultes jeunes ampute considérablement la population active agricole, en particulier la population masculine. Un pré-dépouillement réalisé sur l'échantillon d'originaires de Vo Koutimé résidant à Lomé, permet de constater que les départs les plus

nombreux ont lieu entre 10 et 25 ans. Il s'agit non seulement de l'âge du mariage mais aussi de l'âge auquel l'individu commence à travailler la terre et se voit octroyer une parcelle par son père.

Sans doute, les formes d'organisation collective du travail agricole ne sont-elles plus vivantes depuis bien longtemps dans le sud-est du Togo. L'entr'aide et l'utilisation des aides-familiaux sont tout de même des recours importants que la migration enlève aux agriculteurs. Plus importantes encore sont les conséquences de la ponction en hommes sur le marché du travail salarié. Nous savons que le recours au travail salarié saisonnier ou occasionnel est relativement important dans la région. Nous savons aussi qu'il existe deux marchés du travail : un marché interne, villageois et un marché externe fonctionnant autour de quelques pôles. Les caractéristiques de ces marchés sont leur étroitesse et leur faible élasticité. Un chômage saisonnier sévit et ce phénomène entretient sans doute le mouvement des départs définitifs. En toute logique, on peut supposer que la migration, compte-tenu de ses caractéristiques, appauvrit le marché du travail salarié, alors même qu'elle développe une demande par suite du double mouvement de vieillissement et de féminisation. Cette hypothèse reste à démontrer mais elle est très vraisemblable.

Restent à démontrer également les modifications apportées par la migration à l'intervention des femmes dans le travail agricole. Il est peu de travaux, sans doute, que les femmes n'effectuaient pas dans le Sud-Est. Aujourd'hui encore, il est exceptionnel que le travail de la terre soit leur activité essentielle. On ne peut pas imaginer non plus que les femmes suppléent les hommes sur le marché du travail salarié. Il arrive toutefois, de plus en plus souvent, que des femmes

se regroupent pour prendre en charge le défrichage et la culture des terres d'un vieillard. Les femmes, devenues à leur tour chefs d'exploitation, deviennent demandeuses sur le marché du salariat.

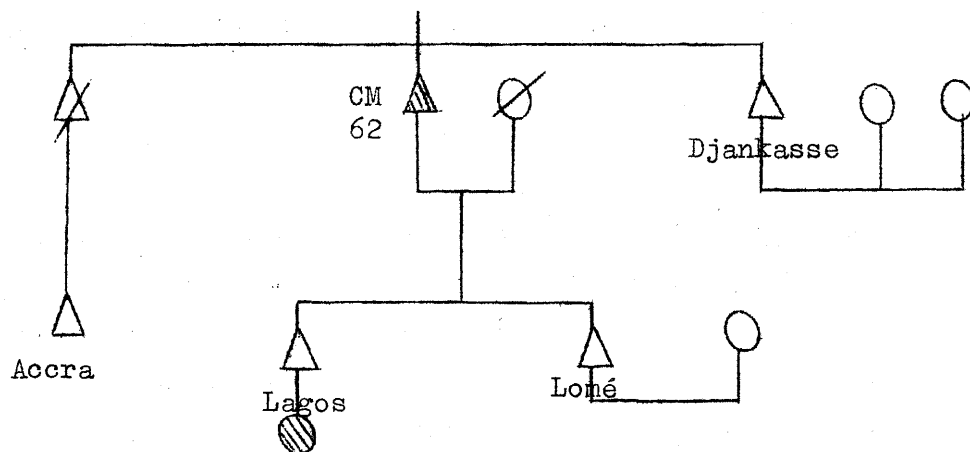
Une autre évolution nous paraît intéressante: c'est le prolongement de la vie active des chefs d'exploitation. Ce prolongement ne va évidemment pas dans le sens d'un développement des aptitudes novatrices. On observera aussi la réduction de la phase pré-productive des enfants, qu'ils soient ou non scolarisés.

Enfin, la reproduction de la cellule productive est compromise dans bien des cas. Les groupes que nous avons choisis ne présentent plus l'équilibre satisfaisant entre le nombre d'individus productifs et improductifs; ils ne comprennent plus "un nombre suffisant de membres des deux sexes d'âges adéquats pour reproduire la cellule productive dans ses effectifs et ses proportions" (Meillassoux, 1975)

Présentation de quelques études de cas

Cas n° 1^{1/} Village : Vo Koutime

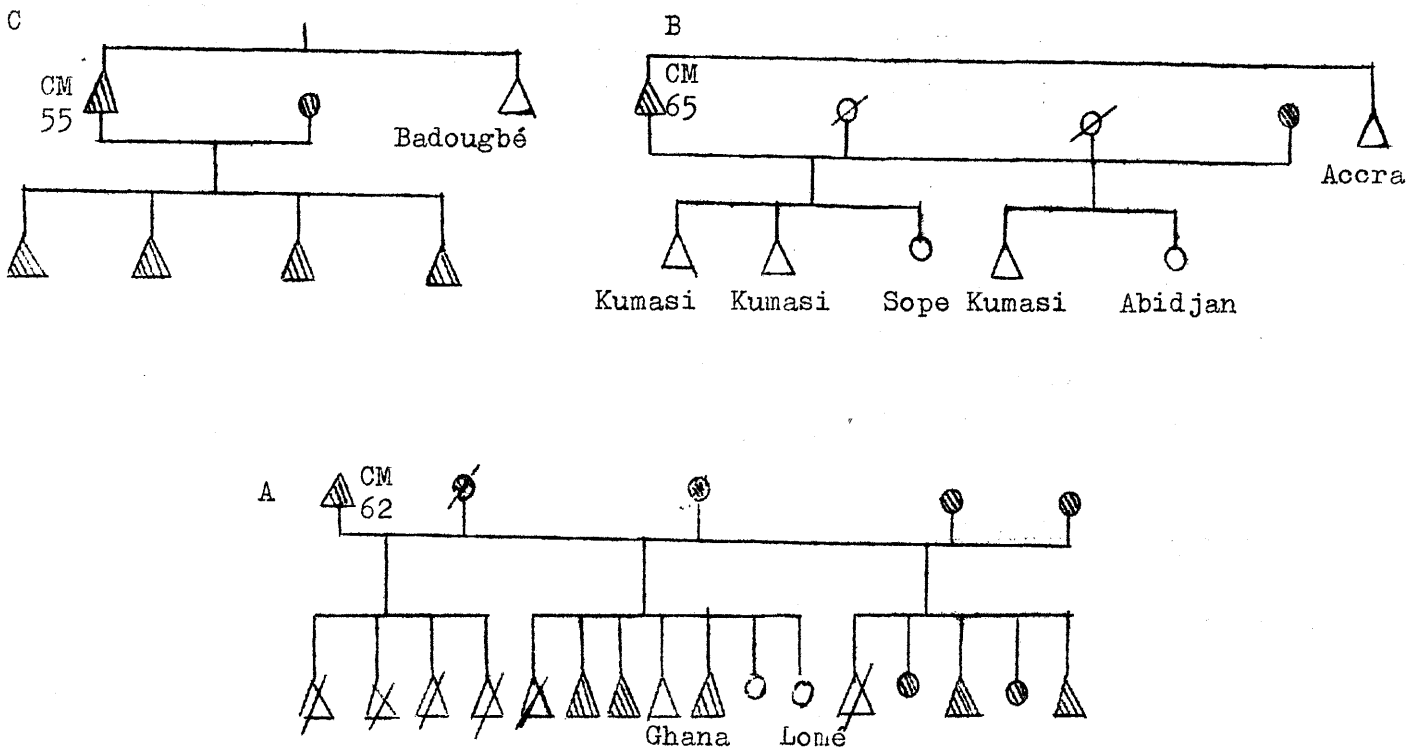
Quartier : Soko



- 1/ Légende des croquis :
- Personne résidant au village
 - Personne ayant migré et lieu de migration
 - ⊗ Personne décédée

Commentaire : Un homme de 62 ans vit seul avec sa petite fille. N'ayant pas les moyens de recourir au travail salarié, il a dû abandonner à la jachère une parcelle sur les deux qu'il possède.

Cas n° 2 Village : Vo Koutimé Quartier : Soko



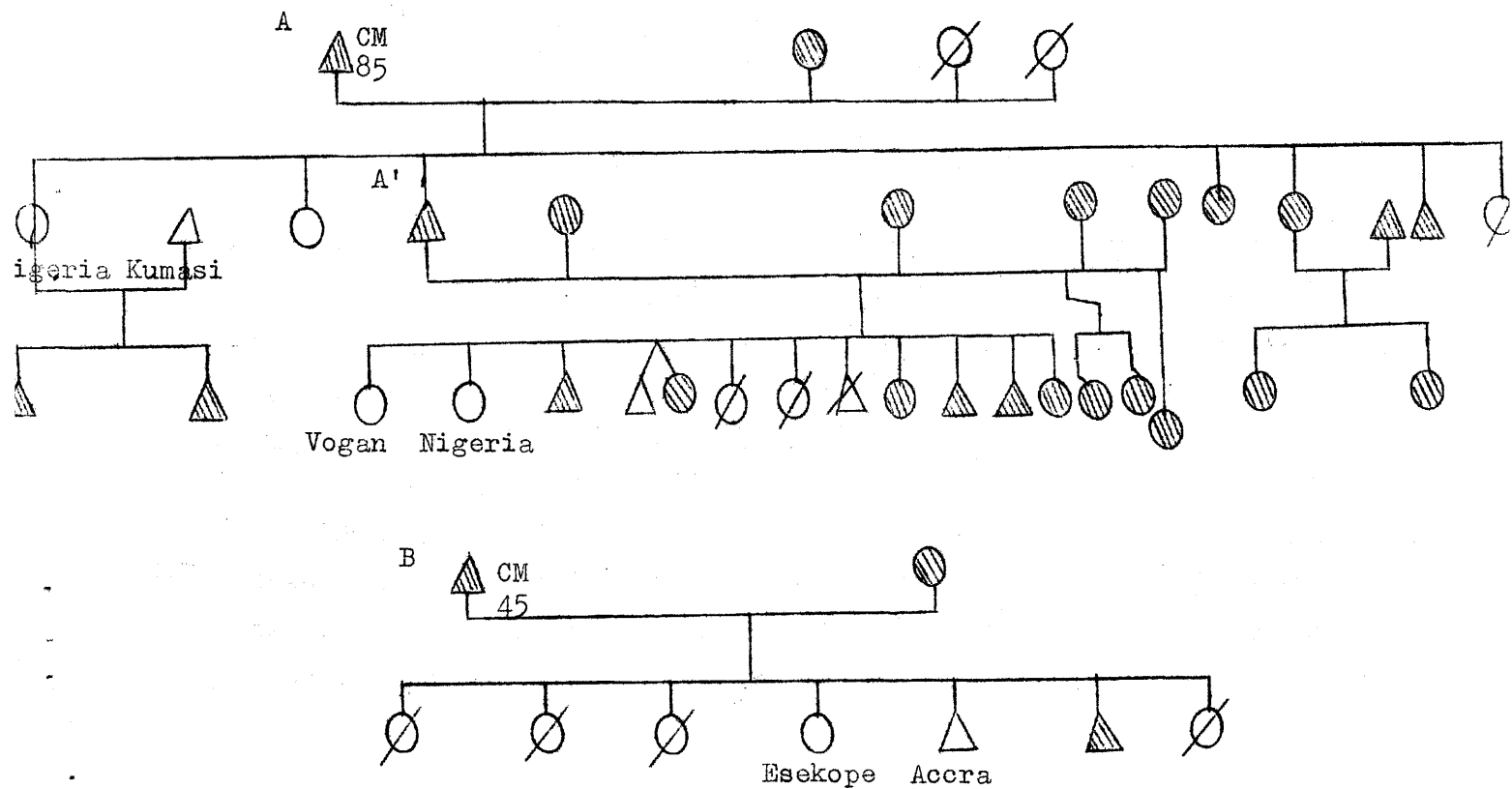
Commentaire : Trois familles se réclamant d'un ancêtre commun vivent sur la même concession.

A) Tous les enfants d'âge adulte sont morts ou partis et, à la suite d'un accident, le chef de famille est contraint de mettre en gage deux de ses trois parcelles. La dernière est cultivée par ses femmes.

B) Tous les enfants sont à l'extérieur, de même que le frère. Le chef de famille ne possède qu'une parcelle sur les trois qu'il possède. Une autre parcelle est plantée en palmiers, la troisième est mise en gage.

C) Tous les enfants du Chef de ménage sont présents mais ils ont entre 1 et 10 ans. Deux parcelles ont été abandonnées à l'impérata. La troisième est cultivée par des salariés. Le chef de ménage lui-même s'emploie régulièrement comme salarié au village.

Cas n° 3 Village : Vo Koutimé Quartier : Kpota



Commentaire : Deux familles se réclamant d'un ancêtre commun cohabitent sur la même concession.

A) Le père vit avec une femme et deux enfants en bas âge laissés par sa fille. Il a récupéré une parcelle mise en gage pour la donner à son fils (A). Lui-même fait travailler deux parcelles par des salariés et par les femmes de son fils.

A') Fils du précédent, il doit nourrir une nombreuse famille (4 femmes et 10 enfants ayant moins de dix ans). La parcelle donnée par le père ne suffisant pas, il a pris deux parcelles en gage pour une somme de 20.000 CFA mais, curieusement il loue une de ces parcelles pour 3.000 CFA par an. Il emploie des salariés car son activité dominante n'est pas agricole (boutique au village, puis moulin à maïs).

B) Lointain cousin des précédents, cet homme de 45 ans ne parvient pas à récupérer la parcelle mise en gage pour obtenir l'argent de la dot de sa femme. Le fils présent à la ferme a moins de 10 ans et, en dépit des vivres et de l'argent que lui envoie sa fille mariée dans un village voisin, cet homme doit s'employer comme salarié.

Sur un marché foncier très tendu, le phénomène migratoire n'a, en première approximation, que des effets limités. Il n'aggrave pas les tensions mais ne contribue pas non plus à les réduire. Un dépouillement de nos 252 questionnaires portant sur les originaires de Vo Koutimé à Accra donne les résultats suivants :

Migrants possédant terre au village		Migrants ne possédant pas de terre au village ^{1/}	Les terres possédées par le migrant sont cultivées	Les terres possédées par le migrant ne sont pas cultivées ^{2/}
Héritage	Autre mode			
116	12	124	103	16

L'effectif des migrants n'ayant aucune autorité en matière foncière au village est relativement important (49,2 %). On ne peut pas conclure pour autant que leur départ est un facteur de détente du marché; ou bien, en effet, il s'agissait de paysans sans terres, ou bien ce sont des jeunes qui feront un jour valoir leurs droits sur le patrimoine familial. Les migrants possédant une terre au village la tiennent le plus souvent du père ou d'un oncle et, comme le montre le tableau ci-dessous, c'est généralement la famille directe qui en a l'usufruit (56,3 % des cas).

-
- 1/ On considère comme des migrants ne possédant pas de terres ceux dont le père n'a pas encore procédé au partage.
- 2/ Les plantations en palmiers et cocotiers entrent dans cette catégorie.

Les terres possédées par le migrant sont cultivées par :

Le frère	53 cas	Un cousin	4
Le père	10	Un neveu	3
La mère	9	Un fils	1
L'oncle paternel	3	Un awobato	2

Il est, par ailleurs, exceptionnel que le migrant soit un agent actif du marché foncier par acquisition de droits ou par aliénation totale ou partielle (moins de 13 % des migrants possédant une terre au village la louent ou la mettent en gage). La migration renforce donc plutôt la tendance déjà observée au gel du marché foncier.

L'interprétation de nos premiers résultats laisse supposer que les transactions réalisées pendant la migration sont rarissimes. Lors de la réinstallation au village, le migrant se contente le plus souvent de récupérer ses anciens droits ou de réaliser l'héritage différé par son départ.

Au plan foncier, la seule conséquence notable de l'exode rural est la prolongation des prérogatives foncières des vieux. Les effets de cette prolongation restent à analyser mais on peut estimer que la région, appauvrie par la migration, se défend en perpétuant des pratiques foncières traditionnelles. On est frappé, à cet égard, par le développement relativement plus important des achats et ventes de terre dans la basse-vallée du Mono moins touchée par l'exode.

En privant la communauté d'un grand nombre d'actifs et en désorganisant les structures familiales, la migration est certainement un facteur important de désorganisation du système agraire. Sans doute,

la plus grande partie des terres possédées par les migrants continue-t-elle d'être cultivée mais il est certain que le vieillissement consécutif à la migration favorise l'extension des plantations de palmiers. Plus généralement, la prolongation de l'autorité des vieux en matière foncière ne favorise pas la modernisation.

Les migrants eux-mêmes lors de leurs visites au village ne diffusent guère des techniques progressives apprises ailleurs; ils sont pour la plupart, il est vrai, devenus des urbains.

Une autre conséquence indirecte de l'exode rural sur l'organisation de la production agricole est précisément la ponction particulièrement importante en denrées vivrières exercées par les villes sur les campagnes du Sud-Est. On peut estimer ^{1/} que la production de maïs est nettement déficitaire dans la région maritime. Ce déficit s'élèverait à plus de 60 % ce qui ne signifie pas que l'équilibre alimentaire des régions rurales se trouve gravement menacé (sous réserve d'un suivi de l'enquête nutritionnelle de Perisse (1957)) mais ce qui démontre que les campagnes ne sont plus en mesure de nourrir les villes.

Cette situation de pénurie favorise le développement de pratiques spéculatives très préjudiciables à la mise en oeuvre d'une stratégie raisonnée d'utilisation de l'espace. Elles hypothèquent le revenu des paysans, bloquent la nécessaire diversification des cultures

^{1/} Enquête agricole 1973/4 et actualisation de l'enquête consommation 1964/5.

et ont des effets désastreux sur la conservation des sols. Que certains capitalistes ruraux profitent de cette spéculation n'est pas contestable mais le phénomène est surtout maîtrisé depuis la ville par les commerçantes qui ne réinvestissent qu'exceptionnellement à la terre.

La migration n'est pas seule en cause dans la désorganisation du système agraire mais elle ne permet pas de renverser la tendance déjà notée à la généralisation de pratiques extensives. Si la mobilité ou l'absentéisme sont compatibles avec une économie de plantation, elles sont tout à fait contre indiquées dans le cadre d'une économie céréalière forte sans doute d'une double récolte annuelle mais soumise aux contraintes d'un calendrier agricole ne ménageant aux paysans qu'une très faible marge de manoeuvre.

c) Le migrant considéré individuellement trouve sans nul doute un intérêt à migrer. Le dépouillement rapide d'une partie de nos enquêtes établit que les migrants originaires du **Sud-Est** occupent le plus souvent des emplois non qualifiés et peu payés (moyenne autour de 10.000 CFA) mais ce salaire est toujours nettement supérieur au revenu annuel brut de 15 à 25.000 CFA qu'ils auraient en restant à la terre (même si les loyers en ville atteignent et dépassent fréquemment 1.500 à 2.000 CFA).

Les travaux du colloque de Dakar en 1972 ont montré la vanité de ce type d'analyse conduite à l'échelle micro-économique.

Nous nous proposons ici de fournir quelques exemples tendant à montrer que le migrant une fois parti continue à coûter de l'argent à sa communauté d'origine et que l'argent qu'il rapporte au village lors de ses visites est loin de compenser cette charge.

Ces quelques remarques n'ont évidemment pas valeur de démonstration. Celle-ci ne pourra être tentée qu'à partir des résultats de l'enquête entreprise sur les visiteurs.

Une première série d'informations est fournie par l'étude des filières professionnelles suivies par les migrants.

En comptabilisant toutes les situations dans lesquelles le migrant risque d'être une charge pour sa communauté de départ (chômage, apprentissage, scolarisation, maladie) on s'aperçoit qu'à toutes les étapes de la vie professionnelle surviennent ces états précaires. Toutefois, la première étape est **quasiment** toujours marquée par une situation de chômage ou d'apprentissage (la frontière entre les deux n'étant d'ailleurs pas très nette). La durée de cette première étape est variable mais elle excède toujours la durée normale d'un apprentissage. Pendant plus de cinq années en moyenne, le migrant ne perçoit aucun revenu au lieu d'accueil et il doit à l'issue de cette période payer sa libération. Le coût est variable suivant les métiers mais 20.000 francs est une somme normale. En outre, l'apprenti doit travailler gratuitement pour le patron "en remerciement" (akpédodo) pendant une période variant entre quelques mois et deux ans.

Il est très difficile d'évaluer la perte en argent que subit la région d'origine mais beaucoup de migrants interrogés au lieu de la migration reconnaissent que la famille assume les frais de libération d'apprentissage. Beaucoup de visiteurs vus au village admettent aussi que des sommes souvent importantes leur ont été données au village. Certains doivent même emprunter l'argent nécessaire au voyage retour.

La courbe de fréquence des visites en fonction de l'âge établie à partir des déclarations des migrants installés à Accra permet d'identifier deux "pointes". L'une correspond aux migrants dont l'âge varie entre 25 et 30 ans. Ce sont les visites des individus arrivés en fin d'apprentissage, celles qui coûtent cher au village d'origine. L'autre correspond aux migrants ayant de 40 à 50 ans. Ce sont les visites des migrants installés susceptibles d'enrichir le milieu de départ, un rapide calcul effectué sur une cinquantaine de fiches attestant des écarts importants entre les sommes rapportées (entre 1.000 et 20.000 CFA), la moyenne se situant autour de 5.000 CFA. En supposant donc que les 800 ou 1.000 familles vivant hors de Vo Koutimé rendent une visite annuelle au village, ils y laisseraient donc au maximum 4.000.000 CFA, somme d'autant plus dérisoire que les grosses dépenses faites au village vont généralement à l'amélioration de l'habitat individuel ou aux cérémonies religieuses et familiales. Observons cependant que les migrants organisés en associations de résidents cotisent souvent pour des travaux d'infrastructure réalisée au village (à Vo Koutimé un dispensaire et un ponceau sur la rivière Boko).

Les chiffres fournis ici n'ont, il faut le rappeler, qu'une valeur relative. Ils illustrent néanmoins l'hypothèse d'un déséquilibre dans les échanges monétaires entre les personnes résidant au village et celles résidant dans les divers milieux d'accueil. Encore faut-il ajouter que ne sont pas pris en compte les coûts de formation de nombreux migrants scolarisés au village avant leur départ.

CONCLUSION

Les hypothèses retenues à propos du sud-est du Togo sont une accumulation démographique spectaculaire étalée sur un peu moins de trois siècles et le fait, qu'au cours du siècle écoulé, le dynamisme des populations autochtones ne s'est jamais démenti. La natalité se maintenant à un niveau élevé, si l'on en croit les chiffres officiels, le croît naturel est d'autant plus important en valeur absolue que l'effectif global de la population augmente. Il y a quinze ans, avec un taux de croissance de 26 ‰, la région gagnait chaque année un peu plus de 6.000 personnes. Avec le même taux elle ^{en}gagne aujourd'hui un peu plus de 10.000! Ce maintien d'un haut niveau de fécondité tendrait à prouver que les règles régissant la reproduction de la communauté domestique n'ont guère varié, "les communautés demeurant qualitativement différentes du mode de production capitaliste qui les domine (Meillassoux, 1975). De fait les rapports salariaux ne dominent pas encore le paysage social et la terre n'est pas massivement transformée en marchandise. Il faut bien admettre que la médiocrité des matériaux collectés avant l'Indépendance rend les hypothèses fragiles et les raisonnements aléatoires. On peut même douter de la validité de certaines données fournies par les recensements de 1960 et 1970; des sondages réalisés par nos soins à l'occasion de la préparation d'une Enquête de Passages Répétés (Le Bris et al, 1976) montrent que le taux de natalité n'est peut-être pas aussi élevé que celui fourni par le recensement de 1970. Des tendances contraires au maintien d'un haut niveau de fécondité apparaissent, telle la réduction de la cellule productive à la famille nucléaire (quand ce n'est pas à l'individu). Par ailleurs, la triple fonction assignée au sud-est du Togo par le mode de production dominant (fournir à bas prix de la main-d'oeuvre, des produits vivriers et des services) explique le développement d'une pression d'émigration relativement ancienne (une cinquantaine d'années) caractérisée par l'absence

prolongée d'adultes jeunes. Les effets sur la fécondité d'une modification des structures économiques et sociales ne sont sans doute pas immédiats mais une chose est certaine: lorsque la cellule sociale élémentaire est incapable d'assurer sa propre subsistance, les comportements démographiques se modifient très rapidement. Ainsi, c'est au moment où le dynamisme démographique tend à s'amortir que l'on parle de "surpopulation", celle-ci n'ayant en fait de signification qu'en regard de la destruction lente du secteur domestique par le mode de production capitaliste dominant.

Le cas du sud-est du Togo n'est pourtant pas assimilable à celui d'un "gisement de main-d'oeuvre" comme le pays Mossi en Haute-Volta. Il faut tenir compte dans les régions côtières de l'ancienneté du contact avec les Européens et, dans cette partie du Togo des influences contradictoires du mode de production capitaliste. A l'époque allemande, la région était choisie par les colonisateurs pour développer un capitalisme agraire fondé sur l'économie de plantation. Cette orientation n'est pas reprise par les Français dont les projets visent à sauvegarder le secteur domestique. Le Sud-Est apparaît aujourd'hui comme le produit bâtard des rapports entre le mode de production capitaliste et le secteur "traditionnel": l'évolution de la région vers un capitalisme agraire dynamique a tourné court mais la vie sociale et économique, même pervertie par les effets de l'émigration, a conservé quelques traces de cet âge d'or. Les dominantes sont pourtant dissolution et dégradation... L'espace villageois "en miettes" est, à la fois le produit de cette histoire contrastée et l'expression géographique du capitalisme agraire pauvre.

BIBLIOGRAPHIE

1. Amin, Samir. 1972. Développement et transformations structurelles. Revue Tiers-Monde XIII, 51.
2. Amin, Samir. 1974. Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest. Oxford University Press.
3. Antheaume, B. 1974. Contribution à la connaissance régionale du sud-est du Togo. Le terroir d'Agbétiko. Lomé, ORSTOM.
4. Boserup, E. 1970. Pression démographique et évolution agraire. Flammarion Paris.
5. Chazal R.P.M. 1930. Etudes sur les Mina. In "Echo des Missions Africaines de Lyon" (4 à 11).
6. Konu, E. 1975. Accroissement démographique et progrès socio-économique. Document multigr. Lomé.
7. Le Bris, E. A paraître. Les marchés dans le sud-est du Togo. Revue "Etudes Togolaises".
8. Le Bris, E., Quesnel, A., Vimard, P. 1976. Note sur l'enquête-pilote d'une enquête à passages répétés dans le sud-est du Togo. Doc. multigr. Lomé.

9. Leclerc, M. 1971. Akpro, un village de la palmeraie Porto Novienne.
Thèse de 3^e cycle soutenue à Bordeaux III.
10. Le Cocq-Litoux, M.C. 1974. Contribution à la connaissance régionale du sud-est du Togo. Surpeuplement et migration, l'exemple de Fiata. ORSTOM, Lomé.
11. Marx, K. Sans date. Le Capital. Principes d'une critique de l'économie politique. (Paupérisme et surpopulation). Ed. La Pléiade.
12. Meillassoux, C. 1975. Femmes, greniers et capitaux, Maspéro, Paris.
13. Metzger, O.F. 1941. Unsere alte Kolonie, Togo. Neudamm.
14. Othily, A. Sans date. Jeta, village Mina du sud-est du Togo. L'organisation sociale (appendice sur la vie économique). ORSTOM, Lomé (Doc. multigr.)
15. Pazzi, R. 1973. Notes d'histoire des peuples Adja, Eve, Gen et Fon. Document ronéoté, Lomé.
16. Périssé, J. 1957. Enquêtes alimentaires sur les populations agricoles du Togo. Principes généraux et conduite de l'enquête. ORSTOM, Lomé.